



Lutte antiterroriste au Sahel

L'Algérie préconise le tout-politique

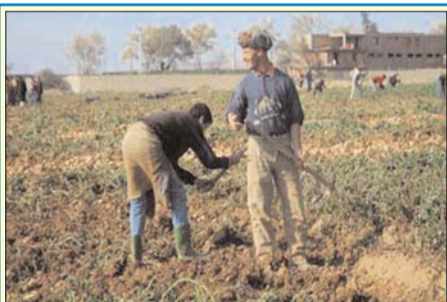
L'Algérie a formulé des propositions assez pertinentes pour combattre efficacement le phénomène du terrorisme dans la sous-région du Sahel, en privilégiant notamment la voie politique et diplomatique pour la résolution des conflits en s'éloignant du tout-sécuritaire.

Page 3

Accidents de la circulation

48 morts en une semaine

Page 24



Par Mohamed Khiami

La question de la formation des adultes revêt aujourd'hui, un caractère universel. Dans tous les milieux, les hommes aspirent à améliorer leurs connaissances pour accroître leur part de responsabilité et participer plus complètement aux transformations actuelles de promotion économique et sociale. Il faut toutefois, savoir que les expériences des peuples se transmettent, soit à l'école, soit par des réseaux paral-

L'Etat en mal de solutions appropriées

Le casse-tête des logements sociaux vendus illégalement



Le dossier des logements sociaux vendus illégalement continue de faire l'actualité. Des sources médiatiques affirment que le dossier est au niveau du Premier ministre et le gouvernement compte bien sévir pour mettre un terme à ces pratiques.

Page 2

Mali, Libye et sécurité régionale

Notre diplomatie pas au bout de ses peines



Page 4

Affaire de l'autoroute Est-Ouest

Procès aujourd'hui des 23 accusés

Vingt-trois personnes, en majorité des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et de consortiums étrangers, poursuivis pour corruption dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest et autres projets de travaux publics et de transports à Alger, comparaissent, aujourd'hui, devant le tribunal criminel près la cour d'Alger.

Page 2



Agriculture

Quelques murmures sur la formation continue des adultes en milieu agricole

lèles de communication et de vulgarisation.

Cela étant, l'éducation des jeunes années ne peut répondre que de manière imparfaite à l'appétit des hommes pour l'acquisition des connaissances et le livre du savoir humain devient si considérable et ses chapitres s'épanouissent en des branches si diverses que ce serait folie de prétendre en révéler tous les secrets au cours de l'adolescence.

L'action de l'enseignement doit être donc complétée tout au long de la vie humaine par d'autres formes d'éducation. Le perfectionnement régulier en constitue une forme qui s'apparente la mieux appro-

priée. Toutefois, l'expérience prouve qu'il n'est d'éducation d'adultes satisfaisante que si, à la base, un enseignement de qualité a été reçu par ces adultes. C'est en cours de scolarité que les jeunes enfants acquièrent les qualités fondamentales qui les rendront ultérieurement capables d'imagination et de sens créatif leur permettant de s'affirmer, de se déterminer et de les préparer aux expériences futures de la vie. Une répartition des tâches devrait donc intervenir progressivement entre la scolarité et l'éducation des adultes; l'une et l'autre recherchant constamment et ensemble leur développement qualitatif.

Pages 12 et 13



L'Etat en mal de solutions appropriées

Le casse-tête des logements sociaux vendus illégalement

Le dossier des logements sociaux vendus illégalement continue de faire l'actualité. Des sources médiatiques affirment que le dossier est au niveau du Premier ministre et le gouvernement compte bien sévir pour mettre un terme à ces pratiques.



Par Massi Salami

Bien qu'aucun chiffre officiel ne soit jusque-là communiqué par le ministère de l'Habitat, des milliers de logements sociaux seraient affectés à des bénéficiaires qui ne sont point dans le besoin. D'où leur revente à des tierces personnes et ce, bien que la loi stipule que les appartements octroyés dans le cadre de cette formule ne sont pas à céder avant 30 ans. En janvier, dernier, le ministre de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune, avait annoncé que le gouvernement pourrait procéder à la régularisation des loge-

ments sociaux vendus au marché noir afin d'empêcher les propriétaires de bénéficier des différents programmes de logement publics.

«Le gouvernement tranchera le dossier des logements sociaux vendus après recensement du nombre», a indiqué M. Tebboune qui répondait à une question orale à l'Assemblée populaire nationale. Selon lui, toutes les solutions sont envisageables y compris la légalisation de la vente même si celle-ci est contraire à la loi».

Aussi, il a affirmé que les Offices de promotion et de gestion immobilière (Opgi) chargées des logements sociaux

ont lancé récemment une opération d'inspection à travers les différentes wilayas du pays pour recenser le nombre de logements occupés par les non-bénéficiaires. Il a également précisé que sur la base des résultats de cette enquête, un rapport sera soumis au gouvernement comportant toutes les solutions possibles. Le ministre s'est montré plutôt indulgent envers les bénéficiaires et les nouveaux acquéreurs, en indiquant que s'il est établi qu'un nombre important de logements sociaux a été vendu illégalement, le ministère de l'Habitat «proposera la régularisation de la situation à travers la légalisation de la vente entre le vrai bénéficiaire et les occupants effectifs par actes notariés». Il n'a cependant pas évoqué d'éventuelles poursuites en justice, mais a précisé qu'une solution reste «difficile dès lors qu'il s'agit de légaliser une vente illégale».

Par sa démarche, le ministère voulait radier tous les occupants des logements sociaux concernés du fichier national parmi les demandeurs de logement et par conséquent, les exclure des programmes publics, ce qui atténuerait la pression sur ces programmes et permettrait de mieux maîtriser le marché foncier. C'est pourquoi l'Etat est appelé à réagir avec célérité, d'autant qu'un important programme de construction a été lancé dans le but d'éradiquer la crise de logement en Algérie. N'ayant pas sévi pour retirer ses logements à leurs propriétaires ou les poursuivre en justice, les autorités publiques se doivent, au moins, de veiller à assainir efficacement la liste des bénéficiaires et éviter que ces mêmes individus bénéficient à nouveau de logements de l'Etat. Une tâche qui s'annonce difficile en raison des lenteurs bureaucratiques qui risquent de profiter aux faux bénéficiaires et aux gens ayant «le bras long», qui leur ont d'ailleurs permis de bénéficier de logements sociaux sans qu'ils ne soient dans le besoin. Aussi, le plus grand défi est d'éviter que les commissions d'attribution de logements ne continuent à fonctionner de la même façon, d'où ces injustices qui mènent à chaque distribution à des actes de violences et d'émeutes.

M.S.

Affaire de l'autoroute Est-Ouest Procès aujourd'hui des 23 accusés

Vingt-trois personnes, en majorité des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et de consortiums étrangers, poursuivis pour corruption dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest et autres projets de travaux publics et de transports à Alger, comparaissent, aujourd'hui, devant le tribunal criminel près la cour d'Alger. Parmi les accusés, quatre ont été arrêtés, 10 en liberté et deux en état de fuite. Selon l'arrêt de renvoi, sont mis en cause également sept sociétés et consortiums étrangers (Chine, Suisse, Japon, Portugal, Espagne, Canada et Italie). Ils doivent répondre des griefs d'«association de malfaiteurs, abus de pouvoir, corruption et blanchiment d'argent». Les accusés sont aussi poursuivis pour «non-respect de la réglementation relative au change et mouvement des capitaux de et vers l'étranger» et de «dilapidation de deniers publics». Selon la même source, les accusés avaient reçu des pots-de-vin en dollars et en euros versés par des compagnies étrangères qui voulaient obtenir, par des «moyens détournés», les marchés dans les secteurs des travaux publics et transports. Il s'agit des projets de réalisation de l'autoroute Est-Ouest, le projet du barrage de Kef Eddir dans la wilaya de Tipasa, des projets de tramways et enfin des projets d'ascenseurs à Constantine, Tlemcen, Skikda et Oued Korich (Alger). Toujours selon l'arrêt de renvoi, ces sociétés, à leur tête le groupe chinois Citic-Crcc, et avec la complicité du principal accusé, l'homme d'affaires Ch. M, versaient d'importantes sommes d'argent à des responsables du ministère des Travaux publics pour décrocher les marchés. Ch. M. avait permis au groupe chinois de bénéficier «illicitement» de facilités administratives avec le ministère des Travaux publics en faisant valoir ses relations avec des responsables dudit ministère. Il usait également de son influence sur les différents opérateurs algériens et étrangers (le consortium japonais Cojja, canadien Sminc, la société suisse Caraventa.SA, le groupe espagnol Isolux Corsan, et le consortium italien Pizarrotti et la société portugaise Cobra). Par ailleurs, A. Sid Ahmed et H. Salim, hauts responsables au ministère des Travaux publics, percevaient des pots-de-vin par les consortiums Pizarrotti, Isolux Corsan, Sminc et les sociétés Caraventa et Cobra, selon l'enquête. En 2006, le marché pour la réalisation de l'autoroute Est-Ouest a été attribué au groupe chinois Citic-Crcc, avec un coût de 6 milliards de dollars. Le projet s'étend sur 1 700 km avec un coût de 8 millions d'euros par kilomètre dont 1 300 km destinés à la construction de 400 échangeurs, des rocadés, des viaducs, 400 ouvrages d'art, 17 trémies et 350 aires de repos. Avant de déférer l'affaire au tribunal criminel, la défense a interjeté appel auprès de la Cour suprême en vue d'une décriminalisation de l'affaire. Un appel qui sera rejeté.

R. N.

REGARDS
Par Ahmed Halfaoui

Tunisie : l'attentat et le reste

En Tunisie, l'émotion a été à la hauteur de l'horrible carnage du Musée du Bardo à Tunis et a pu connaître son paroxysme, si l'on appréhende l'impact que l'événement aura sur une industrie touristique, déjà fragilisée. Mais, il y a aussi d'autres raisons qui participent à l'émoi, dans ce pays exsangue. C'est que la dégradation spectaculaire de la situation sécuritaire va, certainement, reléguer à l'arrière-plan la question sociale. Ce que ne manqueront pas d'exploiter les caciques du régime, en principe déchu, revenus par la grande porte au pouvoir. Le site bastamag.net, rapporte les propos d'un militant de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (Ltdh) à Gabès : «Le pays s'en va en guerre contre le terrorisme et les revendications sociales n'ont plus de place». Il a ajouté que «l'éradication du terrorisme ne doit pas signifier l'éradication des libertés, des droits et des revendications sociales». Ce faisant, il exprime une pleine conscience des enjeux qui se dessinent. Le site cite, aussi, le secrétaire régionale de l'Union générale des travailleurs tunisiens (Uggt) qui pense, en plus politique, que «pour le moment, les soucis

majeurs des citoyens, notamment l'emploi, ne sont pas entendus. C'est le pouvoir de l'argent qui règne, parmi les politiques qui gouvernent la Tunisie. «Et les deux militants sont trop près de la vérité. En plus de reconduire le système économique et social qui a engendré la révolte de janvier 2011, de se soumettre dans les recettes du Fonds monétaire internationale, le nouveau pouvoir, issu des urnes, vient de déclarer, dimanche 22 mars, par la bouche de son président Béji Caïd Essebsi (BCE), que la Tunisie sera «alliée majeure non-membre de l'Otan». Banco ! La Tunisie va être le 16^{ème} pays à bénéficier de ce statut aux côtés, notamment de l'Afghanistan, de l'Egypte, du Maroc, de la Jordanie, du Koweït, de Bahreïn et d'Israël. A cet effet, accompagné de son équipe, BCE ira aux Etats-Unis en mai. Il est invité par Barack Obama et c'est à cette occasion qu'il va formaliser la formule atlantiste. Il a aussi dit que c'était son choix : «Nous sommes pour cette formule-là et nous avons accepté ce principe et j'espère qu'au moment où nous irons aux Etats-Unis nous allons formaliser ceci.» Dans les faits, devenir «allié majeur non-membre de l'Otan» se fait sur accord de Washington

sur la base de l'existence de «relations stratégiques avec l'armée étatsunienne». C'est-à-dire, pour ce qui concerne la Tunisie, dont on imagine mal quel apport pourrait apporter son armée à la toute-puissance de son vis-à-vis, une offre de son territoire comme base potentielle aux GI's et autres «marines» et comme armée supplétive. Avant cette annonce, BCE avait reçu, le 9 mars 2015, le milliardaire, George Soros, président du conseil de Open Society, qui va ouvrir un bureau dans le pays. George Soros est tristement célèbre pour être l'un des principaux financiers des opérations de déstabilisation à travers le monde. Ce qui est incongru est que ses «activistes» tunisiens avaient pour mission, dans un passé récent, de descendre en flammes les hommes qui entourent BCE, aujourd'hui. La boucle est bouclée. L'argent de Soros ne vient sûrement pas pour que la «Révolution» tienne ses promesses. Au bout du compte, le sifflement des balles et le sang versé seront les arguments pour imposer «l'union sacrée», pour que le système se survive à lui-même.

A. H.

Lutte antiterroriste au Sahel

L'Algérie préconise le tout-politique

L'Algérie a formulé des propositions assez pertinentes pour combattre efficacement le phénomène du terrorisme dans la sous-région du Sahel, en privilégiant notamment la voie politique et diplomatique pour la résolution des conflits en s'éloignant du tout-sécuritaire.



Par M. Ait Chabane

C'est ce qui ressort globalement de la philosophie de l'Algérie en matière de lutte antiterroriste, exposée hier à Alger, par le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, à l'ouverture des travaux de l'assemblée plénière du groupe de travail sur le renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel, coprésidée par l'Algérie et le Canada. Expliquant tout d'abord que la menace terroriste «n'avait pas faibli depuis la dernière réunion de ce groupe de travail (...) bien au contraire, à l'échelle globale, les groupes terroristes se multiplient, gagnent de nouveaux espaces et occupent maintenant des territoires», Abdelkader Messahel a préconisé la conjonction des efforts et

des moyens de toute la communauté internationale pour se défaire de cette menace persistante. «Ouvrir à la solution de ces crises et conflits par la voie pacifique et le recours au dialogue revient à priver les groupes terroristes de l'environnement chaotique qu'ils privilégient», a-t-il argumenté, étayant ses propos par les ravages commis par Boko Haram dans nombre de pays africains, et les récents attentats spectaculaires perpétrés en Tunisie et au Yémen. «Ils soumettent à leur diktat et leur barbarie des populations civiles. Ils arrivent à recruter en nombre et à mobiliser d'important fonds. Ils disposent avec facilité d'armement. Ils exploitent à leur avantage les nouvelles technologies de l'information et tirent avantage des faiblesses de certains Etats et des failles de la coopération internationale», a ajouté le ministre, pour dire que les initia-

tives entreprises jusque-là pour y faire face se sont avérées inefficaces. Plus explicite, Abdelkader Messahel a souligné qu'il est aujourd'hui «un fait établi que le terrorisme se développe dans les situations de conflit et de chaos», affirmant que «le combattre efficacement impose aussi l'urgence de trouver des solutions politiques aux situations conflictuelles que celui-ci exploite à son avantage». Et d'exhorter dans cette optique la communauté internationale, à partir du Forum d'Alger, à «œuvrer à la solution de ces crises et conflits par la voie pacifique et le recours au dialogue revient à priver les groupes terroristes de l'environnement chaotique qu'ils privilégient», l'Algérie étant entièrement convaincue que la lutte contre le terrorisme ne sera que «fortement soutenue par l'avènement rapide de solutions politiques négociées aux conflits et

crises spécifiques qui y sévissent». Et pour accompagner cette dynamique politique préconisée par l'Algérie dans le cadre de la lutte antiterroriste au Sahel, le ministre a une meilleure conjonction des efforts dans le sens de développer ces régions, car «la pauvreté et la marginalisation rendent de nombreux jeunes vulnérables au pouvoir financier et aux discours extrémistes des recruteurs de ces groupes», a-t-il souligné. Cela requiert l'engagement de tous «en faveur du développement et la réduction de la pauvreté dans cette partie du monde qui regroupe un grand nombre de pays parmi les moins développés», a expliqué Abdelkader Messahel, devant les représentants d'une trentaine de pays et d'organismes internationaux, partenaires dans le cadre du Forum mondial de lutte antiterroriste (Fgct).

M.A.C.

À la veille de leur procès en appel

Le FFS appelle à la libération des chômeurs

Par Rachid Chihab

Le Front des forces socialistes (FFS) réclame la libération immédiate et inconditionnelle des neuf militants du Comité national pour la défense des droits des chômeurs (Cnddc) incarcérés à la prison de Laghouat depuis plus d'un mois, en raison de leurs activités militantes. Le parti qui a chargé une délégation de son secrétariat national et des parlementaires pour assister au procès en appel de ces militants qui aura lieu aujourd'hui, refuse que des Algériens soient arrêtés et condamnés pour avoir revendiqué d'une manière pacifique leurs droits. «Une délégation du secrétariat national et des parlementaires du Front des forces socialistes (FFS) assistera aujourd'hui, à Laghouat, au procès en appel des membres du comité de défense des droits des chômeurs», indique le FFS dans un communiqué rendu public hier, signé par son premier secrétaire, Mohamed Nebbou.

Les mis en cause ont été condamnés à des peines sévères et ils croupissent en prison, depuis plus d'un mois pour avoir revendiqué «librement et pacifiquement» leurs droits.

«Fidèle et attaché à ses principes fondateurs, considérant que la libre expression, la libre organisation et le droit de manifester pacifiquement sont des droits inaliénables que nul ne pourra remettre en cause sous quel motif que ce soit, le FFS exige la libération immédiate et inconditionnelle des militants incarcérés», rétorque la formation politique de l'homme historique, Hocine Aït Ahmed.

Par ailleurs, il appelle les pouvoirs publics à mettre fin à toutes formes de pression et aux poursuites engagées contre les militants des droits de l'homme. Notons que d'autres membres de cette organisation syndicale à El Oued et Ouargla subissent également des pressions et font objet de poursuites judiciaires en raison de leurs activités syndicales en faveur des chômeurs. La majorité des ces derniers sont poursuivis pour attroupement non-armé et atteintes à l'ordre public. Une sanction contraire aux principes des droits de l'homme, selon les organisations de défense des droits de l'homme nationales et étrangères qui réclament depuis des années sa suppression. R.C.

Gaïd Salah l'a réaffirmé hier

L'ANP s'engage à garantir la stabilité et la sécurité du pays

Par Sofiane Aït Mohamed

La vision stratégique du ministère de la Défense nationale consiste «à former des élites capables» de faire face aux «complications et défis». L'ANP, cette institution «digne héritière de l'armée de Libération nationale» s'engage à «garantir la sécurité et la stabilité de l'Algérie et préserver son indépendance et l'intégrité de son territoire national».

C'est le message qu'a voulu transmettre hier, le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, Vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP qui présidait l'ouverture des travaux du Conseil d'orientation de l'Ecole supérieure de guerre. «Nous espérons que grâce à la vision stratégique, nous appréhenderons, avec perspicacité, les mécanismes de solutions anticipatives de tous les défis que nous rencontrons,

afin que l'ANP demeure aux côtés de sa profondeur populaire, le bouclier protecteur de l'Algérie et le garant de sa sécurité et de sa stabilité», a-t-il ajouté précisant que «garantir la sécurité et la stabilité de l'Algérie et préserver son indépendance et l'intégrité de son territoire national, représente le fond même des nobles missions constitutionnelles que l'ANP, digne héritière de l'ALN, se doit d'honorer, s'appuyant sur l'aide d'Allah le Tout-Puissant, ensuite sur une ressource humaine hautement qualifiée, qui est considérée comme la garantie à même de mener à bien ces nobles missions convenablement». Le général de corps d'Armée a relevé qu'il appartient à cette élite (formée par l'ANP) de «faire preuve d'une interaction solide et forte avec son environnement cognitif et de recherche, d'un riche savoir, d'une perspicacité et d'une vision judicieuse, de telle

façon qu'elle soit capable de prospecter les complications et les défis du futur, proche et lointain, et d'examiner l'ensemble des indicateurs et les évolutions des événements avec toutes leurs constantes et variables». L'orientation de l'ANP (vers la formation) permettra, selon Gaïd Salah, de faire «une lecture correcte et judicieuse, au regard de leurs motivations et dimensions, et une vigilance et conscience quant à leurs intentions et objectifs». Il a expliqué, à ce propos, que son but est de viser cette «vision stratégique» et ce, conformément aux instructions du président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale. Abordant la «haute qualification», le général de corps d'Armée a estimé que cette mission «incombe à l'Ecole supérieure de guerre, à laquelle revient le rôle, voire le privilège, de former

une élite militaire prestigieuse apte à développer des études dans tous les domaines militaires et les élever à des étapes plus avancées». Cela «contribuera à l'approfondissement et à l'enrichissement de différents domaines et spécialisations, notamment opérationnels et stratégiques», a-t-il soutenu. Par ailleurs, Gaïd Salah a procédé à la visite et à l'inauguration de quelques structures administratives et pédagogiques, à l'instar du centre de formation des systèmes d'information et de commandement, ainsi que le centre de simulation de jeux de guerre, qui est un moyen technologique et pédagogique développé, permettant de simuler le champ des actions militaires, et mettant son utilisateur dans un contexte proche de la réalité des guerres modernes.

S.A.M.

Mali, Libye et sécurité régionale

Notre diplomatie pas au bout de ses peines

Les dialogues intermalien et interlibyen ont suscité une impression de baisse de tension régionale et ouvert des perspectives meilleures pour le retour à la stabilité. Des acquis fragiles qui, au vu de la situation sur le terrain, nécessitent encore de grands efforts.



Par Nabil Benali

Les efforts consentis par la diplomatie algérienne sur les dossiers malien et libyen ont malheureusement encore besoin de se poursuivre. Loin d'être achevé, le processus de stabilisation de la région nécessite d'autres étapes, rendues possibles grâce à la voie du dialogue.

Sur le dossier libyen, le dialogue inclusif abrité mené sous les auspices de l'Algérie a donné une lueur d'espoir et permis d'entrevoir la possibilité d'un accord sur un gouvernement d'union nationale. Mais si les différentes parties se sont dites prêtes à œuvrer pour un accord global, c'est sur le terrain que la réalité reste des plus sombres, du fait de la poursuite des combats. D'où l'incertitude sur le temps que prendra le processus. Lundi dernier, l'émissaire de l'ONU pour la Libye, Bernardino Leon, a estimé qu'il y avait «une chance» que les Parlements libyens rivaux proposent «les premiers noms pour un gouvernement d'unité nationale cette semaine». Les négociations entre ces deux Parlements, qui se poursuivent par divers canaux et, en tout cas, hors du territoire libyen, alors que l'ONU espère jeter cette semaine les bases d'un «accord final» sur un gouvernement d'union. La chef de la diplomatie de l'Union européenne, Federica Mogherini, en visite la semaine dernière à Alger, avait réuni, lundi également, une quarantaine de diri-

geants locaux libyens à Bruxelles. Mais M. Leon a rappelé que «cela va être une discussion difficile», et qu'il ne fallait pas que «les attentes soient trop élevées vu la situation sur le terrain». Sur le terrain, justement, et même si l'on jugea que «la voie politique progresse bien», le gouvernement reconnu par la communauté internationale, basé à Tobrouk, a annoncé une offensive pour «libérer» Tripoli depuis vendredi dernier. La capitale libyenne est, rappelons-le, contrôlée depuis août par une coalition hétéroclite de milices, Fajr Libya, qui y a installé son gouvernement et son Parlement. Et en réaction aux combats qui ont éclaté autour de la capitale, ces autorités ont menacé de se retirer de tout processus politique. Or, la communauté internationale sait que «toute activité militaire doit cesser si on veut un avenir pour la Libye», comme a insisté pour le dire, Mme Mogherini, surtout que l'on redoute que le processus mené par les Libyens ne permette pas rapidement l'unité nationale et, en conséquence, l'émergence d'un front uni et fort pour combattre l'Etat islamique qui cherche à s'implanter durablement dans le pays. Et, autre préoccupation de l'Europe, c'est le risque de l'explosion de l'immigration clandestine depuis la Libye. Du point de vue de l'Algérie, reconnu pour être neutre par rapport aux différents protagonistes, qu'il s'agisse du Parlement de Tobrouk ou celui de Tripoli, la priorité est le retour

à la paix civile et l'arrêt des hostilités afin de dégager des institutions, sinon des instances nationales avec lesquelles il serait possible de travailler sur des dossiers urgents : la coordination autour de la sécurité de la frontière commune, la lutte contre la contrebande et antiterroriste ainsi que la situation des populations qui ont fui les combats vers la bande frontalière.

Quant au Mali, l'autre dossier où la confiance totale de la communauté internationale envers la diplomatie algérienne n'a pas été déçue, la situation se pose en d'autres termes puisque, d'une part, il existe un gouvernement central et démocratiquement élu qui est reconnu par l'opposition au Nord, et, d'autre part, il y a une plate-forme politique qui constitue la base du travail politique à venir. On sait, en effet, que le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, a qualifié, lundi à Alger, l'accord de paix paraphé par les différentes parties maliennes, de «modèle» en matière de paix et de réconciliation. Il a rappelé son engagement à s'en tenir au document paraphé le 1^{er} mars à Alger. «Nous sommes optimistes par rapport à nos frères qui n'ont pas encore compris l'urgence pour nous tous d'accepter cet accord équilibré», a souligné M. Keïta. Le geste de l'Algérie est perçu comme «un devoir et une solidarité agissante envers le Mali». Malgré les hésitations de certaines parties au nord du Mali, il est aujourd'hui acquis que le gouvernement malien et la

médiation internationale ont écarté toute hypothèse d'une nouvelle discussion du contenu de l'accord de paix d'Alger et que l'heure est désormais à sa mise en œuvre. Le CMA, qui avait organisé une rencontre la semaine dernière avec une délégation de diplomates occidentaux et africains à Kidal, tiennent encore à une série de revendications à introduire dans le texte, parmi lesquelles la reconnaissance officielle de l'Azawad comme une entité géographique, politique et juridique. Mais pour le gouvernement malien, la procédure du paraphe engagée à Alger le 1^{er} mars signifie bien que la négociation est parachevée, tout en reconnaissant que l'Accord n'a pas la prétention de résoudre à la fois et dans l'immédiat tous les problèmes posés. Dans une déclaration lue par son porte-parole, le Dr Choguel K. Maïga, le gouvernement de Bamako affirme «de manière solennelle que le paraphe du document, en attendant sa signature, exclut toute idée d'ouvrir de nouvelles négociations sur son contenu et appelle la médiation à prendre ses responsabilités en tant que garant du processus de paix». C'est dire que le Mlna et ses alliés n'ont plus le choix par rapport au paraphe de ce document. Ils sont certes entre le marteau et l'enclume, mais la signature de ce document s'impose désormais comme seule alternative acceptable par toutes les parties, y compris la communauté internationale qui a élevé le ton à ce sujet. Ainsi, si des étapes positives ont été parcourues, il reste encore à faire pour atteindre les objectifs immédiats, qui sont aussi la priorité de la communauté internationale : en Libye, disposer au bout du processus de retour à la paix d'un interlocuteur pour la coopération sécuritaire, au Mali, permettre au gouvernement de Bamako de recouvrer le monopole des armes afin qu'il puisse conforter l'unité nationale. Dans son message du 19 mars dernier, le président Bouteflika avait déclaré, qu'au Mali, en Libye, et partout ailleurs, dans la sous-région, «la recherche de la stabilité demeurera un souci permanent de l'Algérie en ce qu'elle contribue à la création des conditions d'une lutte efficace contre le fléau du terrorisme et ses connexions qui constituent une menace sérieuse à la sécurité de l'ensemble des pays de la région».

N. B.

Développement local dans la wilaya d'Alger Une conférence prévue en juin

Une conférence de wilaya sur le développement local à Alger aura lieu en juin prochain à l'initiative de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), a-t-on appris lundi auprès du président de la commission ad hoc de l'APW, Aziz Seddiki.

Initialement prévue pour février dernier, cette conférence débattre des moyens d'aider les assemblées populaires communales (APC) à mieux gérer leurs affaires et maîtriser le développement local, a précisé à l'APS le président de la commission de wilaya du développement local, de l'investissement et de l'emploi, M. Seddiki, lors d'une visite aux communes de Zéralda, Mahelma et Rahmania.

«La conférence se penchera sur les procédures de gestion au niveau local, sur les difficultés que le contrôle financier pose par exemple aux élus. Elle permettra aussi de lancer un appel à une révision de la loi sur la commune, notamment concernant les prérogatives du président de l'APC», a-t-il expliqué.

Un programme de visite s'étalant sur une semaine a été tracé en prévision de cette conférence de wilaya et inauguré lundi dans les communes de la circonscription administrative de Zéralda où les élus ont relevé les lourdeurs administratives en matière de gestion et le manque d'un financement suffisant à la réalisation des différents projets de développement local.

A l'APC de Zéralda, dotée d'un budget de 410 millions de DA dont plus de 50% de masse salariale, les élus ont demandé l'appui de l'APW pour faire aboutir, notamment le projet de réaménagement du stade de l'ancien village agricole, plus connu sous le nom d'El Qaria.

Le stade a subi beaucoup de dégradations, ce qui a encouragé les riverains à constituer des décharges sauvages (gravats, déchets ménagers,...) sur tout le pourtour de la clôture, a-t-on constaté.

Rahmina, la commune la moins peuplée de la wilaya d'Alger (7 500 habitants), manque de plusieurs commodités tels un lycée et une ligne de transport vers la localité (7 km de Zéralda).

Trois projets sont toujours bloqués au chef-lieu de commune du fait de la présence d'un câble électrique qui a été délocalisé en attendant l'achèvement des procédures administratives, a indiqué le maire, Abdelkader Karmali, précisant qu'un marché communal de 19 boutiques et de 12 étals, malgré sa réception en 2013, est toujours fermé sur décision de la wilaya déléguée de Zéralda.

Les territoires des communes de Rahmania et Mehelma sont totalement inclus dans celui de la ville nouvelle de Sidi Abdallah, mais à la différence de Rahmania, la localité de Mahelma et ses 25 000 habitants, accueille un important programme de logements.

R. A.

Accords d'Evian

La période transitoire nécessite des recherches approfondies

La période transitoire entamée après les accords d'Evian nécessite des études et des recherches approfondies, a estimé, lundi dernier à Oran, l'historien-chercheur américain à l'université Harvard, Andrew Bellisari. Animant une conférence intitulée «Les accords d'Evian et la décolonisation: le rôle des commissions mixtes de cessez-le-feu», Bellisari a considéré que «la période transitoire ayant succédé à la signature des accords d'Evian reste

très peu étudiée», soulignant la nécessité d'apporter un éclairage sur cette étape importante dans l'histoire de la guerre de Libération nationale. Andrew Bellisari qui a travaillé sur les archives conservées à Vincennes (France), a estimé nécessaire d'avoir d'autres regards autour des questions de l'histoire. «Il est impératif d'apporter plus d'éclairage sur cette période transitoire par des études scientifiques et des travaux de recherche, notamment autour du rôle des commissions mixtes compo-

sées des deux délégations, algérienne et celle de l'armée coloniale», a-t-il souligné lors de cette rencontre, initié par le centre d'études maghrébines en Algérie (Cema) en collaboration avec le Centre de recherches en anthropologie sociale et culturelle d'Oran (Crasc). «Ces commissions étaient des institutions très importantes dans la gestion de cette période transitoire, mais leurs actions sont méconnues», a ajouté le chercheur américain, tout en évoquant l'organisation et les dispositions de la délé-

gation algérienne, représentée par l'ALN dans le traitement de certains incidents ayant marqué en cette période transitoire.

«Malgré des contraintes, dont l'existence de sympathisants de l'OAS au sein de quelques délégations françaises, les délégations algériennes dans les 36 commissions mixtes ont pu travailler et coordonner les actions face aux Français afin de mener jusqu'au bout cette étape», a souligné l'orateur qui a abordé également le traitement de

ces commissions de certains actes de violence, d'enlèvement et autres.

Dans ce sens, il a signalé qu'un grand nombre de chercheurs américains et anglophones d'une manière générale, sont fortement intéressés par l'histoire de l'Algérie et particulièrement par sa guerre de la Libération nationale. Le chercheur américain prépare actuellement une thèse de doctorat sur le thème «Vestiges coloniaux : l'Algérie, la France et la culture de décolonisation».

R. H.

Promotion de l'entrepreneuriat

L'Algérie primée à Milan

L'Algérie a bien organisée la semaine mondiale de l'entrepreneuriat tenue dans plus de 100 pays le mois de novembre dernier. L'ONG mondiale qui chapeaute cette activité dans le monde en l'occurrence Global Entrepreneurship Congress a estimé que sa section locale en Algérie a fait du bon travail.



Par Rachid Chihab

En effet, l'Algérie a été primée à Milan, en Italie, la semaine dernière, par Global Entrepreneurship Congress, affirme dans un communiqué de cette organisation rendu public dimanche dernier. Sur les 150 pays qui ont organisé la Semaine mondiale de l'Entrepreneuriat, la GEW (Global Entrepreneurship Week) en novembre dernier, 36 pays ont été nominés. «L'Algérie, représentée par le PNB-Napeo sous la houlette de Fatiha Rachedi, DG d'Egic et membre de Napeo, a reçu quatre prix», indique le document. Le premier prix concerne Country of the year Award : qui récompense

le pays qui a mené la meilleure campagne de la GEW en novembre 2014, par contre Compass Award récompense le pays le mieux représenté et fait avancer l'image de marque de la GEW durant toute l'année. Le troisième prix concerne Champion Catalyzer Award - Events : récompense le pays qui totalisé le plus d'événements durant la GEW et le dernier est le Champion Catalyzer Award - Partners qui récompense le pays qui totalisé le plus d'e partenaires durant la GEW.

Rappelons-le, l'Algérie, à l'instar de plus de 100 pays, a organisé la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat (GEW-2014), la plus grande campagne planétaire destinée à

encourager l'esprit de création de jeunes entreprises. Elle a lieu du 17 au 23 novembre à travers 48 wilayas, elle a ciblé 400 000 participants, soit le double du résultat de l'année 2013.

Pendant toute une semaine, conférences, ateliers, expositions et concours de création de start-up ont été organisés sous le patronage du ministère de l'Industrie et des Mines. Objectif : initier les jeunes à l'entrepreneuriat, à créer leur propre entreprise. Les technologies propres, l'entrepreneuriat social, l'écosystème entrepreneurial et son impact sur la croissance, autant de thématiques retenues pour cette quatrième édition.

Des activités en direction

des jeunes et des étudiants ont été organisées : des rencontres sur l'entrepreneuriat et un atelier «Devenir un entrepreneur en 10 jours». À destination des porteurs de projets, des cycles de formation aux compétences entrepreneuriales seront notamment organisés. La start-up week-end a été au cœur de la campagne. Pendant 54 h, les candidats ont préparé à concevoir un prototype, réfléchir à un business modèle, apprendre à parler du projet et le présenter devant les experts. En 2013, l'Algérie a été également sélectionnée à l'instar de 24 autres pays pour participer au concours. Elle s'est classée quatrième après la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Mexique. **R.C.**

Industrie agroalimentaire Une filière qui peine à se développer

Par Louiza Ait Ramdane

En dépit des potentialités existantes, l'Algérie peine toujours à se développer dans le domaine de l'agroalimentaire. Cette filière demeure pénalisée par un certain nombre de difficultés liées essentiellement à la modernisation des équipements et les circuits commerciaux totalement désorganisés, a déclaré hier, Fouad Chehat, directeur général de l'Institut national de recherche agronomique (Inraa). Le directeur de l'Inra a relevé un énorme écart entre les besoins de l'économie algérienne et des méthodes dépassées qui bloquent le développement de l'agriculture. «Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut moderniser l'agriculture, mais rien ne se fait», a-t-il déclaré. «On ne fait aucun effort sérieux en matière de recherche et développement», a-t-il encore affirmé. Citant le cas de la pomme de terre, il a indiqué que le système Syrpalac, mis en place pour réguler le marché, a montré ses limites. Cette défaillance de système de régulation du marché des produits de large consommation est due, selon les explications de directeur général d'Inraa, au manque flagrant de chambres froides au niveau national au moment de surplus de la récolte, mais également, soutient-il au dysfonctionnement dans la gestion de circuit de distribution et du marché lui-même. «Le secteur n'a pas de plate-forme de distribution que les producteurs ne sont regroupés en coopérative pour unifier les prix», a tenu à expliquer l'invité de la Chaîne III. Selon lui, «le marché de la pomme de terre a connu un surplus de la récolte saisonnière. Mais rien n'est fait pour organiser la filière pomme de terre, notamment pour favoriser des variétés destinées à l'industrie et développer une industrie agro-alimentaire», regrette-t-il. «On continue avec des variétés anciennes, comme la désirée et la spunta, vieilles de 50 ans», a-t-il déploré, alors que «d'autres variétés plus adaptées ont été testées et homologuées». Pour les céréales également, la production a atteint actuellement une moyenne de 17 quintaux à l'hectare. «Il faut aller à une moyenne de 30 quintaux au moins», a-t-il dit, alors que les surfaces irriguées assurent une production supérieure à 50 quintaux à l'hectare. La production de céréales reste essentiellement tributaire de la pluviosité, alors qu'il est possible de «réduire d'au moins 50% les importations actuelles», a-t-il fait remarquer. Ajoutant à cela, les circuits commerciaux totalement désorganisés, qui ne permettent pas de capter la production dans de nombreuses filières. Une des plus connues est celle de l'huile d'olive. L'Algérie devrait avoir une place de choix dans le monde méditerranéen, mais la production bute sur une industrie peu performante, et un système de collecte primitif. Pour les filières de l'agroalimentaire les plus prospères, il a fait savoir que ces dernières sont appuyées à des produits d'importation, comme les céréales et le lait. Pour les autres, il y a des faiblesses liées à la faiblesse de la production et défaillance des circuits de commercialisation. Cependant, cela n'empêche pas certaines filières de commencer à s'imposer à l'export, comme celles des boissons et du sucre. **L.A.R.**

Origine des énergies renouvelables

Les modalités de certification définies

Les modalités de certification de l'origine des énergies renouvelables, permettant l'octroi des primes au titre de la diversification de la production électrique sont désormais fixées par un décret exécutif publié au *Journal officiel* n°9.

Selon ce texte, qui entre dans le cadre de la loi de 2004 relative à la promotion des énergies renouvelables pour le développement durable, la certification d'origine est un mécanisme qui vise à attester que l'énergie a pour origine une source d'énergie renouvelable ou un système de cogénération, donnant lieu à la délivrance d'un document garantissant cette origine.

La certification d'origine ouvre ainsi la voie à l'octroi des primes au titre des coûts de diversification de la production d'électricité.

C'est la Commission de régulation de l'électricité et du gaz qui délivre au demandeur ce certificat qui atteste de l'origine renouvelable de l'électricité.

Ainsi, l'opérateur désirant bénéficier des avantages accordés dans le cadre du régime spécial, doit introduire auprès de cette commission une demande d'octroi de ce certificat. Le certificat de garantie d'origine comporte, notamment l'identification de l'installation de production d'électricité et du lieu

d'implantation, la puissance de l'installation et la nature des sources d'énergie produites. Cependant, le certificat de garantie d'origine est retiré dans le cas où l'installation ne répond plus aux conditions d'octroi du certificat du fait des modifications survenues, ou si le producteur ne remplit pas son obligation d'information à la commission, et si le producteur met en service son installation avant la réalisation du contrôle de conformité. Par ailleurs, pour être agréé, le demandeur doit être indépendant des producteurs et fournisseurs d'électricité et disposer des équipements et outils nécessaires. **R. E.**



Programme d'appui de l'UE

Résultats mitigés pour l'économie algérienne

Le Programme d'appui de l'UE pour la diversification de l'économie algérienne (Diveco1) a pris fin lundi dernier avec des réalisations positives pour certains secteurs, mais aussi avec certaines insuffisances, ont estimé les parties prenantes à ce programme.



Financé à hauteur de 20 millions d'euros dont 17,5 millions d'euros fournis par l'Union européenne, le programme Diveco, lancé en janvier 2011 avait pour objectif d'appuyer la stratégie de diversification de l'économie algérienne, à travers notamment l'agriculture, l'industrie agroalimentaire et le tourisme, afin d'améliorer leurs performances économiques tant sur le marché national qu'à l'exportation.

«Ce programme a donné lieu à des résultats très intéressants. Néanmoins, comme tout programme, il y a toujours un manque à gagner», a estimé la secrétaire générale du ministère de l'Industrie et des Mines, Rabéa Kharfi, qui s'exprimait en marge du séminaire de clôture de Diveco1, organisé par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Selon elle, un certain nombre de résultats ont été réalisés en matière de formation et d'accompagnement des associations

professionnelles de cette filière ainsi que de dotation en équipements du centre technique dédié à l'agro-industrie, mais les résultats escomptés n'ont pas été atteints totalement.

En matière d'équipement, «nous n'avons pas pu disposer de l'ensemble des équipements prévus pour doter les laboratoires de ces centres techniques. Néanmoins, une évaluation est en cours pour recenser les manques à gagner en vue de les prendre en charge dans les prolongements envisagés pour la poursuite de ce programme».

Pour l'ambassadeur et chef de la délégation de l'UE en Algérie, Marek Skolil, les objectifs visés par Diveco1 ont été atteints à 95%, tout en relevant les retards observés essentiellement dans la livraison de certains équipements de laboratoires prévus par le programme.

«Nous sommes en train d'étudier la situation», a-t-il souligné, ajoutant que «l'UE continuera à appuyer l'Algérie, qui a une place incontournable dans la

région, dans le développement de son économie».

Dans sa présentation du bilan du programme, le directeur national de Diveco1, Fouad Chehat, a indiqué qu'en matière de renforcement des capacités institutionnelles du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Diveco1 a permis, entre autres, d'évaluer les coûts et les potentiels de production des filières de la pomme de terre et des céréales et de mettre en place un système de suivi-évaluation contribuant au développement de l'outil informatique de trois directions du ministère en plus d'un appui technique dans le domaine réglementaire.

En outre, plus de 400 cadres ont bénéficié d'une formation dans ce cadre et huit laboratoires et centres techniques ont été appuyés par un accompagnement à la formation en matière de ressources génétiques et de semences.

Quelque 289 représentants de chambres d'agriculture et des responsables du ministère ont

également bénéficié d'une formation. Pour la composante industrie, le programme visait à appuyer le ministère de l'Industrie et des opérateurs de l'agroalimentaire ainsi que les ministères du Commerce et de la Santé.

L'autre objectif était d'accompagner le secteur de l'industrie à mettre en place un centre technique spécialisé dans les industries agroalimentaires et à préparer la mise sur pied prochainement d'un centre technique de l'emballage et du conditionnement.

Le programme a appuyé le secteur afin d'instituer également un système d'information et d'analyse, et d'améliorer le cadre législatif en matière de qualité et de sécurité des aliments.

Quelque 1 167 bénéficiaires ont été formés dans ce cadre dont au moins 30% d'industriels.

Grâce à ce programme, le ministère de l'Agriculture peut, désormais, mettre en place un système de formation à distance qui sera mis à la disposition des opérateurs et ce, même dans les régions les plus isolées du pays, selon M. Chehat.

Concernant le tourisme, le but était d'appuyer les principaux opérateurs du tourisme comme l'Onat, Gestour et l'Agence nationale de développement du tourisme.

Les principales actions menées concernent la conception et la mise en place d'un système statistique du secteur, ainsi que le développement et la gestion des ressources humaines au profit des écoles d'hôtellerie et de tourisme et de huit stations thermales et d'un centre de thalassothérapie.

Pour promouvoir la destination Algérie, le programme a assuré un appui en matière de définition de stratégie de mise à niveau des sites Web et d'organisation de séminaires pour diffuser l'approche du ministère du Tourisme dans ce domaine.

Reda A.

Pétrole

Les prix tirés par l'affaiblissement du dollar

Les prix du pétrole tentaient de se reprendre hier en cours d'échanges européens, toujours aidés par un dollar faible, mais restaient contenus par un indice chinois de production manufacturière décevant.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 56,20 dollars en début d'après-midi, en hausse de 28 cents par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 24 cents à 47,69 dollars.

L'affaiblissement du dollar continuait d'apporter un peu de soutien au cours du pétrole, car il rend les achats d'or noir, libellés en billet vert, moins onéreux pour les investisseurs munis d'autres devises.

«Le dollar affaibli a offert un élan haussier au marché du pétrole portant les cours du WTI vers 48 dollars le baril et le Brent vers les 57 dollars le baril», notait Myrto Sokou, analyste chez Sucden.

Mais la publication de chiffres décevants sur la production manufacturière en Chine inquiétait les marchés, le pays étant le deuxième plus gros consommateur de pétrole au monde après les Etats-Unis.

L'activité manufacturière chinoise s'est fortement contractée en mars, effaçant le rebond de février sous l'effet d'une demande morose, selon un indice préliminaire publié mardi par la banque Hsbc.

Du côté de l'offre, les marchés attendaient la publication des chiffres de la fédération professionnelle American Petroleum Institute (API) sur le niveau des stocks américains de brut.

R. E.

Eurozone

Le rythme de croissance s'accélère dans l'activité privée

La croissance de l'activité privée s'est accélérée en mars dans la zone euro, avec un indice PMI au plus haut depuis près de quatre ans, selon une première estimation publiée hier par le cabinet Markit.

Le PMI composite de la zone euro s'est établi à 54,1, contre 53,3 en février. Lorsqu'il est supérieur à 50 points, cela signifie que l'activité progresse, tandis qu'elle se replie s'il est inférieur à ce seuil.

«Cette nouvelle résonne positivement dans une région où les effets du programme d'assouplissement quantitatif de la BCE sur l'économie réelle sont très attendus», estime Chris Williamson, économiste chez Markit. Ces chiffres devraient se traduire par une croissance de 0,3% au premier trimestre, selon l'économiste.

Dans le détail, «la croissance du secteur des services reste supérieure à celle de l'industrie manufacturière, les taux d'expansion se redressant toutefois dans les deux secteurs», poursuit-il. Le PMI services s'est établi en mars à 54,3 (après 53,7 le mois précédent) et le PMI manufacturier à 51,9 (après 51,0 en février).

«Si les consommateurs, attirés par les prix bas, ont contribué aux bonnes performances des prestataires de services et des fabricants, l'industrie manufacturière a également été stimulée par les exportateurs profitant de la baisse de l'euro», ajoute M. Williamson.

Ce sont les exportateurs allemands qui ont le plus bénéficié de la baisse de l'euro, indique Teunis Brosens de la banque ING.

R. E.

Entreprise nationale de peintures (Enap)

Des investissements pour moderniser les moyens de production

L'entreprise nationale de peintures (Enap) a consacré un investissement annuel de 500 millions de DA pour moderniser les moyens de production et développer la production, a annoncé, lundi dernier à Mascara, le P-DG de l'entreprise, Hocine Henni.

A l'occasion d'une journée d'étude sur l'industrie de peintures, tenue à la station thermique de Bouhanifia, Henni a souligné que l'Enap débloque annuellement 500 millions de DA de ses ressources financières d'investissement pour la modernisation de ses moyens, la formation des personnels et pour obtenir un plus grand quota au marché national et orienter la production vers l'exportation.

La production de l'Enap qui comprend

six unités, a atteint en 2014, 150 000 tonnes en couvrant 67% du marché national. Ce chiffre pourrait être revu à la hausse à 170 000 tonnes selon le même responsable, signalant qu'un chiffre d'affaires de 13,6 milliards de DA a été réalisé la même période, soit une hausse de 5% par rapport à 2013.

Il est attendu que le chiffre d'affaires atteigne 14 milliards de DA cette année.

L'entreprise tend, en coordination avec le ministère du Commerce, à dépasser certaines entraves qui touchent l'exportation de ses produits surtout vers le marché africain.

L'Enap a lancé de nouveaux produits dont le ciment-colle et l'encre et autres qui ont été développés par des techniciens de

ses quatre laboratoires.

Elle a lancé également, avec la coopération de sociétés de fabrication automobile, pour leur fournir de la peinture pour véhicules en proposant une coopération en ce domaine avec la société Renault Algérie de Oued Tlélet (Oran).

Cette proposition est à l'étude actuellement.

Le directeur de l'Opgi de Mascara, qui a pris part à cette journée d'étude, a signalé qu'un accord de coopération sera signé avec l'Enap en exécution des instructions du gouvernement portant utilisation des produits locaux dans la réalisation de logements en vue de soutenir la production nationale et réduire l'importation.

R. E.

Protection du littoral et ses ressources naturelles

«Des questions stratégiques», selon la ministre de l'Environnement

La protection du littoral national et de ses ressources naturelles constitue «des questions très stratégiques» eu égard à l'impact environnemental et économique sur la région, a indiqué, lundi à Oran, la ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, M^{me} Dalila Boudjemaâ.



Au cours d'une conférence organisée par son ministère sur le thème «La stratégie nationale de la gestion intégrée des zones côtières», en présence d'experts internationaux et des représentants des 14 villes côtières du pays, M^{me} Boudjemaâ a mis l'accent sur l'importance stratégique du milieu marin et côtier, plus particulièrement du littoral, dans le développement socio-économique du pays, «d'où la nécessité de préserver ce potentiel notamment par une gestion intégrée des zones côtières». «Conscient de ces enjeux, le gouvernement a organisé son cadre législatif, réglementaire, institutionnel et organisationnel pour relever le défi de la préservation de ces ressources naturelles marines et côtières», a-t-elle précisé. Pour la ministre, malgré ces efforts, la situation et le devenir des côtes exigent la mobilisation de toutes les énergies et un recadrage des actions entreprises. Le littoral algérien long de 1.622 km, avec 136 communes, une très forte popula-

tion estimée à 37% de la population globale, cet espace sensible est connu par son potentiel en sol à valeur agricole et à fort potentiel touristique et industriel.

Ce littoral est soumis à une forte pression urbanistique avec trois des quatre plus grandes métropoles du pays ainsi que les équipements structurants, telles les infrastructures de transports et de communication et toute autre commodité nécessaire à l'activité industrielle. Cette situation a eu plusieurs impacts comme l'érosion côtière, les eaux colorées, la disparition d'espèces marines et autres répercussions négatives.

C'est dans cette optique qu'intervient la Stratégie nationale de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) qui a fait l'objet de plusieurs ateliers régionaux. Elle sera finalisée après prise en considération des commentaires et suggestions des différents ateliers dont la conférence organisée lundi à Oran. Pour atteindre les objectifs tracés, en particulier la protection des espèces marines, ani-

males et végétales sur les côtes algériennes, un processus ayant duré deux ans, a été engagé avec l'appui de partenaires méditerranéens dans le cadre de la convention de Barcelone. Pour ce qui est des partenaires européens, il s'agit du Plan d'action pour la méditerranée (PAM) et le Centre d'activités régionales pour les actions prioritaires (CAR/PAP) alors que sur le plan national, tous les secteurs concernés directement et indirectement par la GIZC, notamment les ministères, les agences et les organismes techniques spécialisés, les universitaires ainsi que les associations de protection de l'environnement y ont contribué. L'objectif étant d'agir rapidement et efficacement pour protéger les écosystèmes marins. Plusieurs orientations stratégiques ont été émises dans le cadre de cette stratégie, en phase de finalisation, la consolidation du cadre juridique, législatif et réglementaire de la protection des zones côtières en particulier, le renforcement des prérogatives et missions du Commissariat national du littoral, ainsi que l'amélioration de l'efficacité et le renforcement de la gouvernance par la mise en place de bases d'une planification maritime spatiale (PMS) composante-clé de la politique maritime intégrée (PMI). M^{me} Boudjemaâ a insisté sur la nécessité de maîtriser l'urbanisation, d'aménager les pêcheries algériennes, de développer l'aquaculture littorale et de valoriser les déchets. Mettre en place un système de veille, d'alerte et de suivi et l'évaluation de la situation des ressources naturelles des zones côtières représente, selon la ministre, «un élément-clé dans cette stratégie ayant pour but principal de protéger l'écosystème marin». Pour sa part, le coordinateur du Programme des Nations unies pour l'Environnement et directeur du Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) a indiqué que «l'un des principaux objectifs de l'accompagnement accordé à l'Algérie est d'encourager la mise en œuvre de stratégies nationales de gestion intégrée des zones côtières, conformément au Protocole GIZC de la Convention de

Barcelone». «Le projet vise également à améliorer la mise en réseau avec d'autres projets PAC et sera une force motrice pour les autres régions côtières pour y adhérer», a-t-il ajouté. L'Algérie avait signé, en 2008, le protocole relatif à la Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) de la Méditerranée, entrée en vigueur en mars 2011. Ce protocole requiert que «chaque partie renforce ou élabore une stratégie nationale de gestion intégrée des zones côtières ainsi que des plans et programmes côtiers de mise en œuvre conformes au cadre régional commun et dans le respect des objectifs», rappelle-t-on.

R. B.

Sur le plan national 124 CET ont remplacé les décharges sauvages

Quelque 124 centres d'enfouissement techniques (CET) ont été réalisés sur le territoire national en remplacement des décharges sauvages, a indiqué, lundi à Oran, la ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, M^{me} Dalila Boudjemaâ.

S'exprimant à la presse en marge d'une conférence sur la stratégie nationale de la Gestion intégrée des zones côtières (GIZC), M^{me} Boudjemaâ a souligné que dans le souci d'améliorer la prise en charge des déchets et éradiquer les décharges sauvages nuisibles à la santé et à l'environnement, l'Etat a mis en place tous les moyens nécessaires pour cela. «Aujourd'hui, nous comptons 124 CET. Ils ont remplacé les décharges sauvages qui constituaient un point noir», a-t-elle indiqué. Les CET sont des installations classées qui répondent aux normes environnementales et comportent tous les équipements techniques pour traiter les déchets, a-t-elle expliqué. Dans ce même souci, un autre dispositif accompagnera les CET qu'est «le traitement thermique», pour une meilleure prise en charge des déchets. Oran, en sa qualité de ville méditerranéenne et de grande métropole, bénéficiera de ce genre de technique prochainement, en plus d'autres modes de traitement comme le compostage ou la mécanisation entre autres. M^{me} Boudjemaâ a également affirmé, dans ce contexte, que son secteur s'emploie à consacrer le tri sélectif dans les CET en mettant à contribution, en amont, les investisseurs économiques et les jeunes porteurs de projets accompagnés par les dispositifs de soutien à l'emploi. Concernant le gaz du schiste, M^{me} Boudjemaâ a souligné que l'Etat n'est pas en phase d'exploitation et «la dimension environnementale a été au cœur de cette décision», a-t-elle précisé, ajoutant que les études faites par des bureaux d'études spécialisés en la matière prouvent qu'il n'y a pas d'impacts sur l'environnement. «Toutefois, toute activité entreprise sans maîtrise de technologies et sans prise en considération des prescriptions techniques environnementales, peut générer des problèmes. Nous œuvrons à tout prendre en charge pour qu'il y ait aucun problème», a-t-elle assuré.

Bilal L.

D'ici à 2018

Un litre d'eau potable sur 5 proviendra du dessalement

Un litre d'eau potable sur 5 consommés par les citoyens algériens proviendra, d'ici à 2018, du dessalement d'eau de mer, a affirmé lundi à Constantine, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib. Actuellement, 14% du volume distribué provient de l'eau dessalée, a souligné le ministre au cours du forum de la Chaîne 1 de la Radio nationale retransmis depuis la station de Constantine, durant lequel il s'est attardé sur «l'impact de la diversification des ressources en eau pour sécuriser la fourniture du précieux liquide aux populations». Avec la réalisation des différentes opérations inscrites dans le cadre du développement du secteur, l'Algérie disposera de 13 stations de dessalement d'eau de mer, a indiqué le ministre après avoir mis l'accent sur l'importance du «choix stratégique de diversifier les ressources en eau, adopté par l'Etat depuis les années 2000».

M. Necib a également affirmé que son secteur a projeté, dans le cadre d'une vision prospective, «d'importants investissements» en mesure de répondre aux besoins des Algériens jusqu'à

2030. Le ministre a par ailleurs affirmé, au cours de ce forum, que les pouvoirs publics continueront de soutenir les tarifs de l'eau, avant de préciser, à ce propos, que le coût du mètre cube coûte à l'Etat entre 40 et 120 DA selon la topographie et la nature des sites où la ressource est exploitée.

Evoquant la question de la rationalisation des dépenses, imposée par la chute des cours des hydrocarbures, M. Necib, affirmant qu'«aucun projet de son secteur n'a été touché», a rappelé l'engagement du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, quant au maintien de tous les investissements à dimension sociale ayant un rapport direct avec le quotidien des citoyens. Revenant sur les investissements «colossaux» consentis pour le secteur de l'hydraulique depuis le début des années 2000, à un moment où le pays venait de sortir d'une «situation critique sur plusieurs plans», le ministre a indiqué que le projet initié par le chef de l'Etat, portant création d'ici à 2020 d'un million d'hectares supplémentaires de superficies irri-

guées, sera «bel et bien concrétisé grâce, notamment, aux grands transferts réalisés ou en cours de réalisation à travers l'Algérie».

M. Necib qui a rappelé la détermination de son département ministériel à accompagner le secteur de l'Agriculture pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, a indiqué que sur cette surface à irriguer, 450.000 hectares «existent déjà mais doivent être valorisées», tandis que les 550.000 hectares restants sont répartis dans le nord du pays (22%), sur les Hauts-Plateaux (45%) et dans le sud du pays (35%). Pour accompagner cette dynamique liée à la création d'un million d'hectares de terres irriguées, une usine de réalisation d'un système d'irrigation économique sera lancée en construction «dans une année» à Relizane en partenariat avec une firme spécialisée espagnole, a annoncé le ministre.

D'autre part, la réalisation de retenues collinaires sera désormais soumise à des «critères rigoureux» pour éviter le dépôt de vase qui touche 50% des 500 retenues collinaires que compte

l'Algérie, a également affirmé le ministre qui a aussi rappelé que l'Algérie, qui dispose de 72 grands barrages, aura à son actif 14 autres ouvrages, dont 12 sont en cours de réalisation et deux inscrits dans le cadre de la loi de finance pour 2015. M. Necib a conclu en insistant sur la professionnalisation du service public de l'eau, pour souligner l'urgence d'opter pour une meilleure gouvernance de l'eau et d'adopter une gestion intégrée afin d'assurer une sécurisation pérenne de la fourniture du précieux liquide.

Au deuxième jour de visite dans la wilaya de Constantine, le ministre a inspecté, dans la matinée, les travaux de recalibrage de l'oued Rhumel et de nettoyage des parois des gorges de ce cours d'eau en prévision de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe». Le ministre devait présider, dans l'après-midi, une séance de travail avec les gestionnaires et les cadres de la Société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (SEACO).

R. E.

Bouira

Mauvaise gestion des affaires communales



La mauvaise gestion de certaines Assemblées populaires communales (APC) a été relevée, lundi, lors d'un conseil de wilaya consacré à la situation des différents programmes de développement dont ont bénéficié les collectivités de la wilaya, a-t-on constaté.

Au cours de cette réunion, ayant regroupé les chefs de daïra et les présidents des 45 APC de la wilaya, les autorités publiques ont tiré la sonnette d'alarme quant à «la mauvaise gestion de la plupart des communes», où des dizaines de projets inscrits dans le cadre des anciens programmes quinquennaux ne sont toujours pas lancés.

Face à cette situation, les responsables de la wilaya ont exprimé leur engagement à aider ces collectivités dans la perspective de les faire sortir de ce blocage, et mettre sur rail

les projets non lancés où à l'arrêt.

«Nous ne sommes pas ici pour vous réprimander ou vous accabler, bien au contraire, nous voulons vous aider à mieux gérer votre commune», a déclaré le wali, Nacer Maskri, à l'adresse des présidents des APC et des chefs de daïra. D'après le rapport présenté dans la matinée par la Direction de la réglementation et des affaires générales (DRAG), des centaines de projets destinés aux communes n'ont pas été lancés à ce jour. Plus de 940 projets attribués aux municipalités dans le cadre des anciens programmes quinquennaux (1999-2004) (2005-2010) (2010-2014) ne sont pas encore lancés et dont le retard est imputé à l'incompétence de certaines APC, ainsi qu'à d'autres facteurs relatifs aux contraintes administratives, a-t-on expliqué.

Cette situation représente une perte de quelque quatre milliards de dinars, a déploré la DRAG dans son rapport, dans lequel il est précisé que 70% de ce montant concerne les budgets communaux (BC), soit près de deux milliards et demi de dinars, selon les chiffres

présentés dans le document.

Pour la commune de Bouira, pas moins de 94 projets sont en souffrance à ce jour, item pour les municipalités de Lakhdaria et de Kadiria (ouest) qui comptent chacune 69 projets non lancés. Pour ce qui est des communes d'Aomar (nord) et M'Chedellah (est), elles enregistrent respectivement 62 et 53 projets à l'état latent, a précisé la DRAG.

D'autres statistiques évaluant la situation par daïra ont montré que 61% des projets, soit 176, ne sont pas lancés en travaux dans la daïra de Kadiria, 79 autres projets sont à l'arrêt, selon les précisions fournies par la direction du secteur. Parmi les communes où il y a un nombre important de projets à l'arrêt, figurent notamment les municipalités de Bouderbala, Boukram, Aïn Bessam, Chorfa, Dirah et Hadjira Zergua, citées dans le rapport. La DRAG a expliqué ces arrêts par des oppositions de citoyens notamment et des contraintes techniques et administratives, ainsi que par la résiliation ou abandon des chantiers.

R. R.

Laghouat

Important programme de fibre optique

La wilaya de Laghouat a bénéficié d'un programme de 281 km de fibres optiques, pour améliorer les prestations de télécommunications (téléphonie et Internet), a-t-on appris lundi de la direction locale du secteur de la poste et des technologies de l'information et de la communication.

Un total de 174 km de ce programme de pose de fibre optique a été livré, tandis que les travaux d'une tranche de 39 km ont été lancés dernièrement, en attendant l'achèvement des procédures relatives aux tranches restantes, a-t-on indiqué.

Il a ainsi été procédé à la réalisation de 128 km de câbles de fibres optiques entre Tadjerouna et Haouita ainsi qu'entre Laghouat et Bennacer Benchohra et Ksar El-Hirane, Guelat Sidi Saâd et El-Beïda ainsi que Brida et Taouiiala, a précisé la source.

En plus de cette opération qui a touché un millier d'habitants, il a été également décidé de réaliser le tronçon restant entre Bellil et Hassi R'mel sur 13 km et le raccordement de l'aéroport Moulay Ahmed Medeghri de Laghouat au réseau de fibre optique. Les services de l'entreprise Algérie-Télécom ont

entamé les travaux de deux projets relatifs au raccordement de Hassi-Delaâ et la commune d'El-Haouita, au réseau de fibre optique, ayant atteint des taux d'avancement de respectivement 50 et 90%.

Les travaux de raccordement à même réseau se poursuivent au niveau des annexes des communes et des agglomérations secondaires, à l'instar d'El-Kheneg, Lelmaya, Bellil et Bordj Senoussi, dont la perspective d'améliorer la qualité des prestations offertes.

Bilal L.

Oum El-Bouaghi

Vif engouement pour la 4G LTE

La téléphonie de 4^e génération (4G LTE) en mode fixe suscite un vif engouement dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi, où le nombre d'abonnés a atteint, en peu de temps, les 1.832 personnes, a indiqué lundi le directeur de la poste et des TIC, Athmane Zebidi. Le réseau mis en place pour la 4G LTE a concerné les zones actuellement non couvertes par l'ADSL (internet haut débit), a

ajouté ce responsable, faisant part de l'entrée en service de quatre stations dans les principales agglomérations de la wilaya.

Afin de répondre aux besoins en constante évolution de la population en matière de fourniture d'accès à la 4G LTE, 17 nouvelles stations pour lesquelles le choix des terrains d'assiette «est en cours», seront créées, soit deux

au chef-lieu de wilaya, trois à Aïn Beïda, trois à Aïn M'lila, et neuf autres réparties sur autant de communes.

L'utilisation de cette nouvelle technologie de l'information et de la communication permet un débit voisin des 20 mégabits/seconde, a signalé la même source.

R. R.

Constantine

Le contournement du tunnel de Djebel Ouahch livré en juin

■ Le ministre des Travaux publics, Abdelkader Kadi, a affirmé, lundi à Constantine, que le contournement du tunnel de Djebel Ouahch sur l'autoroute Est-Ouest sera livré en juin prochain.

Le ministre qui s'est rendu sur le site en compagnie des autorités locales s'est déclaré «confiant» quant à l'achèvement, dans les délais impartis, de ce contournement de 13 km réalisé en tant qu'alternative à la suite de l'affaissement du tube gauche du tunnel T1-Sud.

M. Kadi a exhorté le groupement de quatre entreprises, dont une publique, en charge des travaux à renforcer les moyens d'intervention, à approvisionner convenablement le chantier, à optimiser les heures de travail et à déployer davantage d'efforts pour terminer les travaux dont le taux d'avancement dépasse actuellement les 40%.

Le ministre a également demandé au groupement chargé de l'exécution du projet de «confirmer la stabilité du sol par une ultime étude d'expertise par leurs bureaux d'étude pour éviter d'éventuels problèmes de glissement de terrain inhérents à la présence d'eau».

Le volet pratique de cette étude d'expertise figure parmi les points devant être débattus lors d'une séance de travail retréinte et à huis clos que le ministre a présidé à Constantine.

M. Kadi a achevé sa visite par l'inspection des travaux, en phase d'achèvement, du projet d'élargissement de la rue adjacente à la gare ferroviaire et reliant les ponts de Sidi Rached et de Bab El-Kantara, au centre-ville.

Bilal L.

Alger

Retard dans l'aménagement de la plage El-Kettani

■ Le projet d'aménagement d'une partie de la plage El-Kettani (Bab El-Oued) ne sera pas réceptionné durant l'été 2015, a indiqué lundi le directeur de wilaya des travaux publics Nouredine Rabhi.

M. Rabhi a précisé dans une déclaration à l'APS qu'en raison du retard accusé dans la réalisation du projet d'aménagement de la plage El-Kettani dont les travaux ont été lancés en décembre 2012, celui-ci ne sera pas réceptionné durant l'été 2015.

La livraison du projet était prévue, selon lui, à partir de l'été prochain avec l'aménagement d'une plage artificielle à El-Kettani d'une capacité d'accueil de 7.500 estivants par jour.

Le projet d'aménagement du front de mer auquel une enveloppe financière de plus de 4 milliards de dinars a été consacrée, prévoit l'aménagement d'une surface de 1.5 ha pour des espaces verts et d'autres de promenade et de jeux.

Le projet prévoit par ailleurs la réalisation de 7 piscines alimentées en eau de mer. De nouvelles structures de loisirs sont en cours de réalisation au niveau des plages de la wilaya, dont un théâtre de plein air à la plage Les Sablettes (à l'est du port d'Alger).

Les travaux d'aménagement de cette plage qui s'étend sur 4 km entrent dans le cadre du plan stratégique de développement de la wilaya d'Alger (2009-2029).

La promenade des Sablettes connaît également la réalisation de nouvelles structures qui s'étendront sur 10 ha à la fin des travaux.

R. R.

Yémen

Les forces hostiles au président resserrent l'étau sur Aden

Les forces hostiles au président yéménite tentaient hier de ressermer l'étau sur Aden, grande ville du Sud où est retranché le chef de l'Etat, dont les partisans se mobilisaient pour enrayer leur progression.



Des combats à l'arme lourde se déroulaient en milieu de journée dans les provinces de Dhaleh et de Lahej, proches de celle d'Aden, ont indiqué des sources militaires et de sécurité. Les forces favorables au président Abd Rabbo Mansour Hadi pilonnaient des positions des miliciens chiites Houthis qui ont réussi à prendre le contrôle du complexe de l'administration locale à Dhaleh, chef-lieu de la province du même nom, selon les mêmes sources.

Alliés à des militaires restés fidèles à l'ex-président, Ali Abdallah Saleh, les Houthis ont progressé dans la ville, au prix de violents affrontements, après avoir été stoppés dans la région de Sanah, au nord-est de Dhaleh, par des combattants d'un groupe sudiste, ont ajouté ces sources.

Simultanément, dans la région de Karch, dans la province de Lahej, des accrochages opposaient des forces pro-Hadi à des troupes conduites par des Houthis, ont indiqué les mêmes sources.

Les Houthis, qui cherchent à

étendre leur influence vers le sud du Yémen après s'être emparés de la capitale Sanaa, progressent ainsi sur les axes de Dhaleh et de Lahej avec l'aide de forces pro-Saleh qui, selon ces sources, ont acheminé des hommes et des chars de combat.

Le ministre de la Défense, le général Mahmoud al-Soubeyhi, fidèle à M. Hadi, avait exhorté lundi ses hommes à renforcer leurs positions pour «contrer toute avancée des Houthis».

A Taëz, ville qui commande la voie vers Aden, au moins cinq manifestants ont été tués et plus de 80 blessés hier lorsque des miliciens houthis ont tenté de disperser une foule hostile, d'après des sources médicales et des responsables locaux.

Le chef de la police de Taëz a démenti lundi soir la prise par les Houthis de l'aéroport ou d'autres installations publiques. Le trafic aérien à Taëz est «normal», a affirmé le général Mutahar al-Shaybi, cité par l'agence officielle Saba, contrôlée par les Houthis.

Par ailleurs, selon des sources tribales, les Houthis combattent depuis lundi soir des tribus sunnites favorables au président Hadi dans la province d'Al-Baïda (centre). Neuf combattants tribaux et quinze miliciens Houthis ont été tués.

Les hommes des tribus ont déminé deux maisons servant de bases aux Houthis et à leurs alliés et tendu des embuscades à plusieurs de leurs patrouilles, ont ajouté ces sources.

Plus au Nord, dans la province de Marib, à l'est de Sanaa, des tribus sunnites ont repoussé lundi soir un convoi des Houthis au prix de violents combats qui ont fait «des dizaines de morts», dont six membres de tribus, selon des sources tribales.

Il n'était pas possible de confirmer ce bilan de source indépendante.

Les belligérants continuaient mardi de mobiliser leurs troupes, malgré des appels internationaux à la désescalade et la mise en garde de l'ONU contre une guerre civile dans ce pays pauvre de la péninsule ara-

bique.

Signe des difficultés de M. Hadi, considéré comme le chef de l'Etat légitime du Yémen par les Nations unies, ses lieutenants multiplient les appels à l'aide. Dans des déclarations diffusées lundi par la chaîne de télévision Al-Hadath, le ministre par intérim des Affaires étrangères, Ryad Yassin, a demandé aux monarchies sunnites du Golfe d'intervenir militairement pour «stopper l'expansion des Houthis», soupçonnés d'être proches de l'Iran.

«Le Yémen a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU d'imposer une zone d'exclusion aérienne sur les aéroports contrôlés par les Houthis», a-t-il dit. A la question de savoir si Ryad pourrait aider militairement le président Hadi, le ministre saoudien des Affaires étrangères, Saoud Al-Fayçal, a répondu que si aucune solution politique n'était trouvée, les pays de la région prendraient les «mesures» nécessaires pour «protéger» leurs intérêts face à «l'agression».

AFP

Syrie

Des groupes réclament une aide internationale pour mettre fin au conflit

Quelque 85 organisations de la société civile syrienne ont réclamé une aide de la communauté internationale, déplorant avoir été «abandonnées» par cette dernière, d'abord préoccupée par la lutte antiterroriste que par les horreurs quotidiennes du conflit ravageant leur pays depuis quatre ans.

«Ce n'est pas compliqué, l'immense majorité des Syriens ne veut ni la dictature ni l'extrémisme (...). Nous voulons la même chose que tout un chacun, partout dans le monde: la liberté et la dignité», a déclaré l'une des organisatrices de la campagne Planète Syrie, Salma Kahale.

«Nous sommes extrêmement frustrés par le manque de soutien de la part de nos amis autour du monde», a-t-elle ajouté, réitérant les doléances de plusieurs militants qui dénoncent un «abandon» de la communauté internationale. «Mettre fin à la violence nécessite deux étapes que nous ne pouvons franchir seuls: l'arrêt des bombardements aux barils d'explosifs (par l'aviation du régime) et des négociations entre tous les groupes syriens et leur soutiens internationaux», ont déclaré les 85 groupes, parmi lesquels se trouvent plusieurs syndicats et des organisations de défense des droits de l'homme. La campagne a été baptisée Planète Syrie, car selon l'une des organisatrices, Oula Ramadan, «nous avons parfois le sentiment de vivre sur une autre planète».

Plus de 215 000 personnes ont été tuées dans le conflit syrien, qui a commencé en mars 2011 par un soulèvement populaire réprimé par le régime et s'est ensuite transformé en une guerre civile dévastatrice.

Le conflit est devenu plus complexe avec la montée en puissance des jihadistes comme ceux du groupe Etat islamique (EI), qui ont pris le contrôle de pans entiers du territoire.

Pour les militants de Planète Syrie, la montée de l'extrémisme en Syrie est directement liée aux violences menées sans distinction et, notamment les bombardements de secteurs rebelles par le régime au moyen de barils d'explosifs, particulièrement destructeurs.

«Pour mettre fin à l'extrémisme, il faut cesser le carnage en Syrie», ont réclaté ses représentants de la société civile assurant qu'«à chaque maison qu'ils détruisent, il y a de nouvelles personnes qui se radicalisent et tournent le dos à un chemin plus modéré vers la justice». «L'extrémisme poussé dans les décors de nos villes et villages ravagés, et ne cessera d'augmenter, à moins d'agir tous ensemble», ont-ils conclu.

AFP

Afghanistan

13 civils abattus sur une route près de Kaboul

Treize civils, passagers d'un car qui se rendait dans le sud de l'Afghanistan, ont été abattus par des hommes armés dans la nuit de lundi à mardi derniers dans la province de Wardak, près de la capitale afghane Kaboul, a-t-on appris auprès de responsables locaux.

«Vers 1h00 du matin, un groupe d'hommes armés a ouvert le feu sur les passagers d'un car à Aftasyab, dans la province de Wardak, tuant 13 personnes dont une femme», a dit à l'AFP, Attaullah Khogyani, porte-parole

du gouverneur de la province en précisant que le véhicule se rendait à Kandahar (sud).

Dans un communiqué signé de leur porte-parole officiel, Zabiullah Mujahid, les taliban afghans ont rejeté hier toute implication dans cette attaque perpétrée dans un secteur où les insurgés sont pourtant implantés.

La mort des 13 civils a été confirmée par Mohammad Ali, le vice-gouverneur de la province voisine de Ghazni, en contact étroit avec les autorités du Wardak dans cette affaire. Ce dernier a

précisé que les meurtriers avaient «choisi» leurs victimes parmi les passagers du bus, avant de les tuer «un par un».

Selon la même source, les enquêteurs vérifiaient hier matin si les victimes étaient des membres d'une minorité ethnique ou religieuse comme les musulmans chiites de l'ethnie hazara, qui ont fait récemment l'objet de violences ciblées.

Le 24 février, des hommes armés et masqués ont enlevé une trentaine de chiites de l'ethnie hazara, reconnaissables locale-

ment à leurs traits asiatiques, voyageant en car dans le centre de l'Afghanistan.

Les taliban avaient aussi rejeté toute implication dans ce rapt qui intervient sur fond de craintes d'une avancée de l'organisation Etat islamique (EI) en Afghanistan.

L'armée afghane avait lancé sans succès une opération pour libérer ces otages et suggéré que des partisans de l'EI étaient à l'origine de ce rapt, ce qui n'a pu être établi de sources indépendantes, des observateurs soupçonnant,

notamment les autorités de vouloir grossir l'importance de cette organisation jihadiste afin de toucher davantage de subsides des pays occidentaux.

Par ailleurs, des musulmans soufis, courant mystique de l'Islam historiquement aux antipodes des fondamentalistes, ont également été visés le 7 mars lors d'une rare attaque contre l'une de leurs mosquées à Kaboul. Au moins six personnes avaient été tuées, dont le chef spirituel de la communauté soufie de la capitale.

AFP



AFRICAINES

Burkina Faso

Début de réforme de la justice

Le Burkina Faso a entamé, hier, le processus de réforme de son système judiciaire décrié sous le régime du président déchu Blaise Compaoré, à l'occasion d'états généraux qui doivent accoucher d'un pacte garantissant l'indépendance de la justice, a annoncé, lundi, le gouvernement burkinabé.



Les travaux des plus de 2.000 participants ont pour but de définir d'ici à samedi les moyens de «rendre effective l'indépendance de la magistrature» et «réhabiliter la confiance entre les citoyens et la justice», a indiqué le gouvernement dans un communiqué transmis à l'AFP. Les états généraux «déboucheront sur des enga-

gements à prendre par diverses catégories d'acteurs du paysage juridique et judiciaire à travers un "Pacte National pour le renouveau de la justice", a précisé la même source, évoquant l'importance de «refaire de la justice le socle de la démocratie et de l'Etat de droit».

Le président Michel Kafando avait annoncé, en

décembre, la tenue prochaine d'états généraux de la justice «dans l'optique de concevoir des réformes hardies et appropriées». La justice était décriée sous le régime du président Blaise Compaoré, renversé par la rue en octobre après 27 ans de règne et remplacé par un gouvernement de transition en attendant des élections en octobre. Citoyens, presse,

ONG et même gouvernants dénonçaient constamment la corruption rampante et l'impunité érigée en système de gouvernance alors que des membres du gouvernement Compaoré avaient reconnu publiquement que des juges étaient acquis au pouvoir.

La justice sous Compaoré avait été épinglée pour avoir été incapable de se saisir d'affaires emblématiques, notamment les dossiers Thomas Sankara et Norbert Zongo. Le président Thomas Sankara a été assassiné dans des conditions encore peu claires durant le coup d'Etat ayant porté Blaise Compaoré au pouvoir en 1987. Le journaliste Norbert Zongo a été tué en 1998 alors qu'il enquêtait sur la mort d'un chauffeur de François Compaoré, le frère de l'ancien président. Les attentes actuelles vis-à-vis de la justice incluent en outre l'enquête sur la mort de manifestants tués par balle lors de l'insurrection populaire qui a chassé M. Compaoré du pouvoir. Une Commission de réconciliation a déjà été officiellement mise en place le 13 mars pour enquêter sur des crimes du régime Compaoré. **Agence**

Burundi

Le Président contesté au sein même de son parti

Au Burundi, le président Pierre Nkurunziza n'a jamais caché son intention de briguer un troisième mandat lors de la présidentielle prévue cette année, mais les obstacles semblent s'amonceler sur sa route. Cette fois, il doit faire face à une fronde issue de son camp et qui est conduite par des proches, notamment son porte-parole ou celui du parti. Cette opposition interne n'est pas à la prendre à la légère. Jusqu'ici, Pierre Nkurunziza devait faire face à une société civile très active et à une opposition politique déterminée à lui barrer la route d'un troisième mandat. Mais leurs menaces d'appeler la population burundaise à descendre dans la rue dès qu'il annoncera sa décision, les réticences de la communauté internationale, ne l'ont pas dissuadé de renoncer à son projet.

Fort du soutien des hauts gradés de l'armée et de la police, issus de l'ex-rébellion aujourd'hui au pouvoir, Pierre Nkurunziza, qui est aussi le président du Conseil des sages, l'organe de décision de ce parti, pensait avoir toutes les cartes en main. Ce n'est pas le cas. La guerre entre les deux camps au sein de son parti a éclaté au grand jour et les frondeurs avancent désormais à visage découvert. Depuis deux jours, leur pétition circulait secrètement à travers tout le Burundi. Elle aurait déjà recueilli entre 100 et 300 signatures de hauts cadres du parti présidentiel burundais, selon les sources. En tête, Léonidas Hatungimana, le propre porte-parole du président Pierre Nkurunziza, ou encore, Onésime Nduwimana, jusqu'ici porte-parole du parti CNDD-FDD au pouvoir. Sur cette longue liste, on trouve également la présidente de la Ligue des femmes de ce parti, des députés, un gouverneur de province et de hauts cadres de plusieurs ministères.

Ces personnalités demandent au président Pierre Nkurunziza d'entendre la voix de la majorité des militants de son parti qui lui demandent, à l'instar de la population, de ne pas briguer un troisième mandat en juin. Les frondeurs pensent aujourd'hui qu'ils ont avec eux la majorité silencieuse du parti au pouvoir. Ils demandent que le congrès du parti, qui doit choisir son candidat à la présidentielle avant fin avril, soit démocratique. Mais leurs voix semblent ne pas avoir été entendues jusqu'ici. Le porte-parole du parti au pouvoir a déjà payé son audace. Onésime Nduwimana a été démis de ses fonctions lundi matin. D'autres frondeurs assurent recevoir des menaces de mort de la part des services secrets burundais. Ni la présidence burundaise, ni le parti n'ont voulu réagir jusqu'ici. Mais un proche du président reconnaît la mort dans l'âme que «l'heure est grave». **RFI**

Sahel

Une aide accordée à un projet destiné aux femmes

Un accord de financement de 205 millions de dollars d'un projet régional destiné aux femmes du Sahel a été signé lundi à Niamey par le ministre nigérien du Plan, Amadou Boubacar Cissé, et le directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Niger, Paul Mba. La signature de cet accord de financement est l'aboutissement de la mission conjointe conduite au Niger le 7 novembre 2013 par le secrétaire général des Nations unies, accompagné du président de la Banque mondiale (BM), de la Banque africaine de développement (BAD) et de la présidente de l'Union africaine (UA). Le projet couvre 5 pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Tchad, Niger) ainsi que la Côte d'Ivoire. Il permettra à ces pays de mieux répondre aux besoins en santé maternelle et aux problèmes des adolescentes. Selon le ministre Cissé, le Niger bénéficiera de plus de 53,5 millions de dollars pour la mise en œuvre des principales actions du projet notamment dans les domaines de la santé de la femme et de l'enfant et de l'autonomie de la femme. **Reda A.**

Après Ebola

La rougeole menace de fondre sur le Liberia

Rescapés de la guerre civile et d'Ebola au Liberia, les habitants du bidonville de Peace Island, à Monrovia, doivent à présent affronter une plaie mieux connue, mais tout aussi redoutable: la rougeole, qui menace d'emporter des milliers d'enfants. Selon les experts, le Liberia, dont les espoirs d'en finir avec le virus Ebola ont été douchés par la découverte la semaine dernière d'un nouveau cas, le premier en près d'un mois, ainsi que la Guinée et la Sierra Leone voisines, également touchées, sont vulnérables à une épidémie de rougeole. Assaillis par la chaleur, les agents de vaccination transpirent en appelant par haut-parleur les mères de famille de cette langue de terre entourée de marécages, où quelque 30.000 personnes ont trouvé refuge derrière le ministère de la Défense abandonné à la suite des guerres civiles (1989-2003), à leur amener leurs enfants. «Je suis contente d'avoir la possibilité de faire vacciner mon enfant

contre la rougeole parce qu'ici les enfants meurent», confie Marie Bassa, 32 ans, en descendant du camion de l'équipe de vaccination avec son bébé de neuf mois. L'épidémie d'Ebola, qui a fait plus de 4.000 morts au Liberia, le pays qui compte officiellement le plus grand nombre de décès de cette fièvre hémorragique, a eu pour conséquence l'effondrement des vaccinations contre les maladies infantiles, en particulier la rougeole, en raison d'hôpitaux surchargés. «La rougeole est devenue une grave menace pour la population de Peace Island», explique Denis Besdevant, responsable de la vaccination à Médecins sans frontières (MSF), «c'est pourquoi nous avons décidé de lancer cette campagne». MSF vise actuellement un objectif de 700 enfants de neuf mois à cinq ans vaccinés contre la rougeole dans son centre de vaccination de fortune à Monrovia, où 250 enfants sont venus le premier jour, indique-t-il. Cette maladie qui cause de la fièvre et des érup-

tions cutanées peut déclencher des complications, comme la pneumonie, le gonflement du cerveau, la cécité et une perte de l'audition.

Convaincre les mères de famille, déjà naturellement soupçonneuses de la médecine occidentale, de vacciner leur enfant représente un grand défi, surtout après le passage d'Ebola et son cortège de rumeurs. «Ce n'est pas facile. Beaucoup de gens disent que le gouvernement essaie de ramener Ebola», affirme Alfred Godfrey, de MSF. «Nous prenons le temps de leur expliquer que la maladie qui tue les enfants, après Ebola, est la rougeole. Certains se laissent convaincre, d'autres pas». Les épidémies éclatent souvent après les crises humanitaires, les vaccinations diminuant à cause des violences, de la peur de la contamination et de l'engorgement des services de santé, a fortiori dans des pays déjà démunis sur ce plan, comme le Liberia, la Sierra Leone et la Guinée. Les scienti-

ifiques estiment ainsi que le taux de vaccination dans ces trois pays – en moyenne de 60 à 80% des enfants – s'est effondré de 75% à cause d'Ebola. Au total ce sont donc 100.000 enfants supplémentaires qui pourraient attraper la rougeole, en plus des 127.000 escomptés auparavant, faute de vaccination, pour une surmortalité de plusieurs milliers à 16.000 par rapport aux 7.000 déjà enregistrés en temps normal. La récente hausse du nombre de morts de la rougeole a déjà vaincu les réticences de certains parents contre la vaccination. «Au début, j'avais peur», avoue Rita Kpepka, 46 ans, venue faire vacciner son enfant de trois ans après le décès d'une dizaine d'autres qui ont succombé à la rougeole dans son voisinage. «Mon amie m'a encouragée à venir. Elle m'a expliqué que c'était bien le vaccin contre la rougeole et non pas contre Ebola», actuellement en cours d'expérimentation, dit-elle, soulagée. **AFP**

RD Congo

Des braconniers abattent 30 éléphants

Des braconniers ont abattu trente éléphants en deux semaines dans le Parc national de la Garamba, dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), ont annoncé les gestionnaires du Parc. Parmi les principaux suspects de cet acte figure un «groupe de braconniers soudanais», a expliqué Jean-Marc Froment, directeur chargé de la Conservation d'African Parks, une ONG qui

cogère le Parc de la Garamba avec l'Institut congolais pour la Conservation de la nature (ICCN). «Un groupe de Soudanais du Nord s'est introduit dans le parc, s'est réparti en petits groupes et durant quinze jours a abattu 30 éléphants», a-t-il précisé. Il a ajouté que «ces gens ont beaucoup chassé en République centrafricaine et dans le nord de la République démocratique du Congo, mais la densité d'éléphants là-bas est très

faible, donc ils vont de plus en plus loin». Le Parc national de la Garamba abrite quelque 1.700 éléphants, selon un recensement effectué en 2014. Il s'étale sur environ 13.000 km² de savanes et de forêts. En juin 2014, des braconniers avaient abattu – certains à partir d'un hélicoptère – 68 éléphants en deux mois dans la Garamba, soit 4% de la population de pachydermes du parc. **R. A.**

Agriculture

QUELQUES MURMURES SUR LA FORMATION CONTINUE DES ADULTES EN MILIEU AGRICOLE



La question de la formation des adultes revêt aujourd'hui, un caractère universel. Dans tous les milieux, les hommes aspirent à améliorer leurs connaissances pour accroître leur part de responsabilité et participer plus complètement aux transformations actuelles de promotion économique et sociale. Il faut toutefois, savoir que les expériences des peuples se transmettent, soit à l'école, soit par des réseaux parallèles de communication et de vulgarisation.

Par Mohamed KHIATI (*)

Cela étant, l'éducation des jeunes années ne peut répondre que de manière imparfaite à l'appétit des hommes pour l'acquisition des connaissances et le livre du savoir humain devient si considérable et ses chapitres s'épanouissent en des branches si diverses que ce serait folie de prétendre en révéler tous les secrets au cours de l'adolescence.

L'action de l'enseignement doit être donc complétée tout au long de la vie humaine par d'autres formes d'éducation. Le perfectionnement régulier en constitue une forme qui s'apparente la mieux appropriée. Toutefois, l'expérience prouve qu'il n'est d'éducation d'adultes satisfaisante que si, à la base, un enseignement de qualité a été reçu par ces adultes. C'est en cours de scolarité que les jeunes enfants acquièrent les qualités fondamentales qui les rendront ultérieurement capables d'imagination et de sens créatif leur permettant de s'affirmer, de se déterminer et de les préparer aux expériences futures de la vie. Une répartition des tâches devrait donc intervenir progressivement entre la scolarité et

l'éducation des adultes; l'une et l'autre recherchant constamment et ensemble leur développement qualitatif.

Sur le plan du concept, l'adulte est avant tout un individu confronté avec les problèmes de la vie, mais il existe pour le terme «adulte» une définition juridique qu'il faut connaître de telle sorte qu'outre la majorité légale fixée à 21 ans, il existe une majorité spécifique de l'éducation des adultes fixée à 18 ans.

La lecture d'une certaine documentation produite à l'échelle mondiale fait état de la précision suivante : «Il faut insister sur ce point tel que la promotion sociale ne s'adresse pas aux jeunes qui ont à leur disposition la scolarisation ou la formation professionnelle facultative ou obligatoire. Elle concerne les adultes étant considéré que dans l'optique de la promotion sociale, on est adulte à 18 ans. Ceci signifie qu'en dessous de 18 ans où est présumé pouvoir être engagé dans un cycle de formation qui exclue l'opportunité d'une intervention ou d'un encouragement autre que celui qui est, d'ores et déjà, prévu». L'Unesco note dans ce contexte que «l'adulte est celui qui a quitté l'école et exerce déjà une activité économique et sociale. Il s'agit là en général de personnes ayant achevé où achèvent leur croissance physique.»

Un problème identique se pose également à propos des adultes plus âgés. Actuellement les activités de promotion sociale tendent à être réservées plus particulièrement, mais sans distinction aux adultes dont l'âge est compris entre 30 et 45 ans. En la matière une grande souplesse paraît s'imposer de telle sorte qu'un nombre important de personnes œuvre dans le domaine agricole. Priver ces personnes de la possibilité de continuer à se former à l'égard des plus jeunes constituerait un abus envers eux-mêmes.

Formation des adultes, une exigence pratique

Trois traits importants nous paraissent caractériser l'adulte. Tout d'abord, il est volontaire. Sa décision de se perfectionner est uniquement motivée par sa volonté d'al-

ler de l'avant, de rechercher les matériaux qui lui sont nécessaires. Il agit en pleine liberté. Il est donc, presque toujours un homme de caractère. Puis il connaît «le poids de la vie». Le passage des activités quotidiennes de travail, de l'existence sociale et familiale aux activités, entraîne des tensions qui peuvent être pénibles. Il participe enfin de compte à sa propre formation. Il est noté à travers certaines expériences qu'en matière de formation des adultes, la personne qui écoute a souvent une expérience plus affirmée que la personne qui enseigne.

Ces constatations fondent deux principes d'éducation des adultes. Premièrement : on ne pourrait se contenter d'appliquer à des hommes et des femmes déjà expérimentés et engagés dans l'activité économique, les règles qui ont, certes, fait preuve avec les étudiants traditionnels, mais risquent fort de ne correspondre ni à la mentalité de ces élèves plus âgés, ni aux activités auxquelles ils peuvent se destiner. Deuxièmement, il faut s'appuyer sur le milieu réel ou vit l'adulte apprenant, y chercher des exemples et des occasions d'application et élargir des perspectives en partant de ce milieu réel : «Le milieu professionnel fourmille d'illustrations susceptibles de faire comprendre des notions plus abstraites».

Deux principes nous semblent être spécifiques à la formation des adultes particulièrement en milieu agricole.

La formation doit nécessairement déboucher sur un objectif concret de sorte qu'elle doit être liée directement aux préoccupations des exploitants agricoles. Dans la mesure du possible, ils doivent eux-mêmes déterminer leurs besoins de formation faute de quoi leur adhésion demeure formelle et ne sera jamais complète. La formation des adultes est d'ailleurs, une activité volontaire et pour que les concernés y participent pleinement et activement, il faut effectivement les intéresser.

La formation doit être fonctionnelle et son utilité doit paraître évidente. Lorsque le milieu est avancé en matière de formation des adultes, le point d'ancrage peut être le

métier ou toute activité conduisant à la prise de décision et obligeant les apprentis à utiliser tout leur savoir à dégager l'essentiel et à en faire la synthèse. C'est pourquoi, on n'insistera jamais assez sur le fait que l'éducation des adultes doit être fondée sur la situation réelle dans laquelle vit l'individu et tout ce qui est plaqué entraîne une distorsion et finalement l'échec.

La véritable difficulté réside sans doute dans la recherche d'une approche efficace des problèmes d'éducation des adultes. S'adresser directement à l'individu risque d'être une solution insuffisante car l'individu isolé est faible et manque d'esprit critique. L'intervention efficace de l'individu est assurée au travers la multitude des groupes aux activités desquels, il peut participer pleinement.

Il est alors essentiel que chacun puisse travailler au sein du groupe qui lui convient. L'éducation des adultes est contraire à toute standardisation et appelle la diversité malgré la perte apparente d'efficacité qui peut en résulter. Sur le principe, il convient d'adapter la pédagogie aux adultes en se fiant aux principes qui régissent leur comportement vis à vis de la formation et du perfectionnement tout en ayant à l'esprit que : les adultes n'apprennent que s'ils le veulent, car les adultes n'apprennent pas sous la contrainte pour éviter une mauvaise note, ou faire plaisir à leur parent. Les adultes n'apprennent que s'ils le veulent et ils ne veulent que s'ils ont la motivation valable pour faire.

Les adultes n'apprennent que s'ils en ressentent le besoin. Ils sont pratiques dans leur façon de faire. Ils désirent savoir en quoi la formation les aidera dans l'immédiat. Ceci signifie qu'ils désirent apprendre quelque chose de nouveau au cours de chaque séance.

Les adultes apprennent par la pratique de telle sorte que la mise en pratique immédiate et continue de la matière apprise en consolide l'acquisition. Les adultes peuvent certes apprendre en écoutant et en regardant, mais cet apprentissage est directe-

ment lié au degré de leur implication, c'est pourquoi il faut les encourager à discuter un problème, à élaborer une solution, à pratiquer une façon de faire et d'agir.

Les adultes apprennent en résolvant des problèmes liés à la réalité de telle sorte que si les problèmes n'ont pas de relation avec la réalité, ils ne s'y intéressent pas. Il faut donc leur présenter des problèmes pratiques proches de leur existence et de leur vécu.

L'expérience affecte la façon d'apprendre des adultes : Ils établissent un lien entre ce qu'ils sont entrain d'apprendre et ce qu'ils savent déjà. Si les connaissances ne cadrent pas avec celles qu'ils ont déjà, ils les rejettent. Les adultes apprennent mieux dans une atmosphère détendue : L'environnement ne doit pas rappeler les conditions d'une classe. Beaucoup d'adultes conservent un souvenir humiliant de l'école et ne souhaiteront pas qu'on leur rappelle cette époque ou ils étaient de simples écoliers.

Les adultes apprécient les méthodes complémentaires : Ils comprennent mieux si on leur présente une même idée de plusieurs manières. Les adultes veulent être guidés et non notés : Les adultes ont tendance à refuser tout contrôle parce qu'ils craignent d'être humiliés de ne pas réussir assez bien dans leurs tâches. En définitive, l'éducation des adultes est aujourd'hui multiforme. Leur formation prend une forme d'éducation permanente le long de la vie qui regroupe l'ensemble des problèmes concernant l'adaptation de l'homme à sa fonction professionnelle.

L'éducation permanente dans le domaine agricole s'impose aujourd'hui, en raison de la rapidité de l'évolution de l'agriculture. Celle-ci implique pour la totalité de la population active agricole et même para agricole du pays. La nécessité de se tenir au courant, de s'adapter d'une manière constante, d'être enclin à se reconverter. Les différents créneaux professionnels paraissent évoluer à l'époque actuelle tels qu'ils connaissent des phases plus brèves d'expansion, de stabilité et de régression.

Chaque homme est appelé à changer plusieurs fois de profession et d'activité au cours de sa vie active. La mobilité professionnelle, le sens de l'adaptation, l'aptitude à remplir des tâches complexes deviennent donc des nécessités impliquant la modification des manières de pensées traditionnelles pour en arriver à d'autres plus

modernes. L'éducation des adultes, débarrassée des charges qu'elle doit assumer en raison d'une éducation de base insuffisante cessera d'être le supplétif ou le correctif de l'école, elle pourra prendre sa vraie valeur.

La vulgarisation : Une formation pragmatique

A la formation, s'ajoute le processus de vulgarisation qui dont le fond, constitue une forme de formation pragmatique destinée aux exploitants agricole, dans leur diversité. Aussi, l'encadrement et, notamment les agents de développement et les vulgarisateurs de terrain ont la lourde responsabilité d'œuvrer en étroite collaboration avec les exploitants, sans pour autant induire des innovations de rupture de «cassure des acquis», sachant ici que toute innovation à un coût mesurable dont ni l'agent de développement, ni le vulgarisateur en subit les conséquences.

Ici arrêtons-nous, un laps de temps pour décrire, d'une façon sommaire, le rôle du vulgarisateur en tant qu'interface entre les services de vulgarisation auxquels, il appartient et les producteurs auxquels, il s'adresse. A ce sujet, si on cherche à saisir la fonction et non le titre ou le grade, le vulgarisateur agricole est un homme de communication; ses qualités essentielles doivent relever, non seulement de la compétence, c'est à dire «le savoir» et le «savoir-faire», mais également du «savoir parler» et indissociablement et surtout du «savoir écouter».

La tâche du vulgarisateur est très complexe. En tant que fonctionnaire, il est le représentant des Pouvoirs Publics qui travaille au niveau de la commune et, en tant que tel, il reste le seul à qui la communauté rurale peut s'adresser. Il en découle que son rôle dans le cadre du développement agricole et rural offre de nombreuses opportunités de promotion, ce qui tend à accroître l'étendue de son action. Le vulgarisateur se trouve en permanence au contact de personnes. Sa fonction lui impose donc des exigences qui relèvent, d'une part du domaine social et humain, d'autre part, des activités professionnelles et techniques. Il a de ce fait, un rôle social et humain qui se traduit par ailleurs par la recherche de la promotion humaine, par son adaptation au milieu humain dans lequel il vit, par la création d'un climat de compréhension, de confiance et même d'unité. Il doit en définitive respecter la personnalité.

Le rôle du vulgarisateur est d'être au servi-



ce de son groupement, d'œuvrer avec le plus d'agriculteurs possible, de favoriser le travail de groupe. Pour ce faire, le vulgarisateur doit avoir l'esprit d'observation et d'objectivité, se munir du sens du dynamisme, de la simplicité et celui de la responsabilité.

En résumé, le vulgarisateur doit posséder les aptitudes aux contacts humains collectifs et individuels. Pour s'adapter au milieu dans lequel, il travaille, il devra être discret et respectueux de la personnalité des agriculteurs avec lesquels, il noue des relations de confiance. Il devra s'efforcer d'apporter un service égal à tous les membres de du groupement. En créant un climat de confiance, il facilitera l'harmonie des groupes et veillera à ce que les personnes s'y trouvent à l'aise.

Dans la pratique quotidienne, les agriculteurs attendent du vulgarisateur un conseil formateur et informateur à la fois, de telle sorte que la vulgarisation doit être conçue comme une école de formation. C'est une démarche pédagogique partant du réel et s'y ressourçant toujours, un conseil permanent et en évolution qui constitue une conséquence de la multiplicité et du développement des besoins et des techniques.

Les agriculteurs attendent du vulgarisateur un conseil global et spécialisé à tel point que le conseil devra tenir compte de

plus en plus de l'unité de l'exploitation et de toutes ses composantes. C'est une action globale menée dans l'exploitation, un conseil adapté aux différents niveaux de perception des groupes des individus et adoptable par les agriculteurs et enfin un conseil objectif et humain, de telle sorte que le vulgarisateur doit être suffisamment près de l'exploitant pour le connaître et suffisamment loin pour voir son exploitation avec un certain recul.

Il en découle en dernière analyse que les bases de rationalisation de la politique du renouveau agricole et rurale qu'a lancé le secteur agricole en 2008, sous l'impulsion de Son Excellence monsieur le Président de la République, proviennent de la manière par laquelle, les programmes de formation, de perfectionnement et...de vulgarisation s'impliquent davantage dans sa mise en œuvre en vue de promouvoir les connaissances, les capacités et les pratiques de ses principaux artisans et dans lesquels, les applications pédagogiques telles que décrites ci-dessus sont autant de principes à prendre en considération dans les aspects de formation et de perfectionnement continu des agriculteurs et des éleveurs.

(*) *Agronome universitaire post gradué, spécialisé en vulgarisation agricole,*

Mise en place d'un système de propagande au niveau européen



Par Guillaume Borel

■ Il y a quelques mois, le média EUobserver signalait l'existence d'un document informel à l'initiative de la Grande-Bretagne, de la Lituanie, de l'Estonie et du Danemark, appelant à doter l'UE de moyens d'informations communs destinés à «déconstruire... la propagande hostile» que représenteraient les médias russes dans le cadre du conflit ukrainien. L'affrontement du bloc américano-occidental et de la Russie, a en effet permis de mettre à jour l'embrigadement des grands médias occidentaux sur les sujets géopolitiques et stratégiques et a permis à de nombreux citoyens européens à la recherche d'une information réaliste et factuelle de s'informer

hors de la sphère d'influence américaine par le biais des grands médias russes, comme Russia Today, qui dispose maintenant d'une édition en langue française. La simple comparaison entre les informations déployées à l'intérieur du bloc Otan et celles circulant hors de la sphère d'influence américano-occidentale, permet effectivement de prendre conscience de la propagande de guerre à l'œuvre dans les médias européens et de leur manipulation de l'information.

Le document, probablement d'origine états-unienne, prévoyait donc la mise en place au niveau européen d'une «plate-forme permanente au sein de laquelle l'UE et l'Otan pourraient échanger leurs points de vue sur la communication stratégique» et appelait les

producteurs médiatiques à «encourager les échanges entre les productions des différents pays (divertissements, films, documentaires) afin de fournir des alternatives compétitives à la production russe sur le marché européen de la télévision.»

Le conseil européen des 19 et 20 mars derniers, a adopté à cet effet une «feuille de route» concernant la mise en place des mesures préconisées par ce document, sous la supervision de la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini, dans le but «de superviser le nouveau programme d'envergure pour contrecarrer le travail des médias russes.»

Cette dernière a notamment déclaré le 19 janvier :

«Nous travaillons sur la mise en place d'une stratégie de communication pour faire face à la propagande en langue russe.»

A cet effet, il est prévu de lancer un grand média en langue russe destiné à promouvoir la vision atlantiste dans la sphère d'influence de la Russie et à contrer Russia Today, sur le modèle des anciens médias opérés par la CIA du temps de la guerre froide, comme Radio Liberty ou Radio Free Europe. Le document, qui n'a pas été rendu public et serait classé «secret défense», mais dont certains éléments ont fuité, invite également les journalistes d'investigation à se rapprocher de structures telle que la European Endowment for Democracy, opérée par la CIA.

Russia Today, en tant que premier média international russe, est la cible privilégiée de cette campagne. En Grande-Bretagne, l'Office of communications, la structure de régulation des médias, a formulé en décembre un avertissement à Russia Today en menaçant de lui retirer sa licence si la chaîne ne tenait pas compte de ses remarques.

En début d'année, le rédacteur en chef du quotidien américain *The Economist*, Edward

Lucas, a qualifié les employés de RT «d'excentriques et de propagandistes» et a appelé à leur boycott. Il a notamment affirmé: «Quiconque déposera son CV sur mon bureau et que je vois que cette personne a travaillé chez RT ou Sputnik ou quelque chose comme ça, alors ce CV sera jeté à la poubelle. Nous devons être capables d'humilier ces chaînes, ces personnes et les personnes qui les ont nommés, les producteurs qui les ont lancés et de les repousser en marge du monde des médias pour qu'on ne les considère plus comme de vrais journalistes ou de vraies chaînes, mais comme des excentriques et des propagandistes.»

Un premier pas dans la mise en place d'une stratégie européenne de propagande de masse vient d'être effectué avec la signature d'une alliance entre sept grands quotidiens nationaux qui comprend *Le Figaro*, pour la France, *La Repubblica* pour l'Italie, *El País* pour l'Espagne, *Le Soir* pour la Belgique, *La Tribune* de Genève et *Tages-Anzeiger* pour la Suisse, et qui sera dirigée par Javier Moreno, ancien directeur de la rédaction d'*El País*. Les objectifs officiels sont «la mise en commun des compétences ainsi que la promotion du journalisme de qualité.»

Cette alliance a été nommée Leading European Newspaper Alliance (LENA) et elle s'est donnée pour objectif opérationnel de mettre en place une «plate-forme d'entraide entre éditeurs pour partager leurs expériences à l'ère numérique», c'est-à-dire qu'elle proposera une plate-forme de mutualisation des contenus. Cette mutualisation aura pour conséquence une réduction de la diversité éditoriale et une uniformisation des contenus à l'échelle européenne, ce qui facilitera l'imposition et la circulation de la propagande atlantiste à l'échelle du continent. L'objectif affiché est ainsi de «faire émerger une opinion publique en Europe...»

G. B.

USA

Une femme innocentée après 23 ans dans le couloir de la mort



Toutes les charges ont été abandonnées lundi à l'encontre d'une femme d'origine allemande, qui, après 23 ans dans le couloir de la mort, est devenue la 151^e personne condamnée à mort à être innocentée en 40 ans aux Etats-Unis.

Debra Milke, 51 ans, avait toujours clamé son innocence du meurtre de son fils de 4 ans en 1990 en Arizona. Mais elle avait été condamnée à mort sur la base du seul témoignage non corroboré du principal enquêteur, qui avait prétendu avoir recueilli ses aveux. La juge Rosa Mroz du comté de Maricopa a formellement prononcé la relaxe lundi, en présence de Debra Milke, l'accusation ayant perdu son dernier appel devant la Cour suprême de l'Etat, selon une vidéo de

l'audience.

Debra Milke, libérée sous caution depuis 2013, devient ainsi la deuxième femme jamais innocentée du couloir de la mort aux Etats-Unis, et la 151^e personne à l'être depuis 1973, dont neuf en Arizona, selon le décompte du Centre d'information sur la peine capitale (DPIC). Après 23 ans dans le couloir de la mort, sa condamnation avait été annulée, il y a deux ans, par une cour d'appel, en raison de la conduite «scandaleuse» du principal enquêteur et des procureurs qui ne l'ont pas révélée. Le 17 mars, la Cour suprême de l'Arizona a refusé d'entendre l'ultime recours de l'accusation et la juge a abandonné toutes les charges lundi.

Selon le détective «corrompu», Armando Saldate, cette femme divorcée avait avoué avoir engagé deux tueurs pour assassiner son fils de 4 ans et toucher une prime d'assurance. Mais Debra Milke avait démenti, et aucun enregistrement ni témoin n'avaient jamais corroboré ces allégations, peut-on lire dans un communiqué du DPIC

qui dénonce la carrière peu scrupuleuse du policier et pour qui «les procureurs de l'Arizona sont accusés de mauvaise conduite dans la moitié des cas de peine capitale». Milke est née à Berlin d'une mère allemande et d'un père américain, selon plusieurs témoignages et la presse allemande, mais il n'a pas été possible de confirmer immédiatement sa nationalité.

Deux hommes, Roger Scott et Jim Styers, ont plaidé coupable et ont été condamnés à mort séparément pour le meurtre du garçonnet, et sont toujours dans le couloir de la mort en Arizona. Le 2 décembre 1989, Debra Milke avait accepté que son colocataire, Styers, accompagne son fils au centre commercial pour voir le père Noël. Styers, accompagné de son ami Scott, avaient en réalité conduit «le garçon dans un ravin isolé à l'extérieur de la ville où Styers avait abattu Christopher de trois balles dans la tête», selon la décision de la cour d'appel.

AFP

Elle prépare sa candidature à la présidentielle

Hillary Clinton rencontre Barack Obama, et plaisante avec la presse

Hillary Clinton a rencontré lundi le président Barack Obama à la Maison-Blanche, au moment où elle semble préparer l'annonce de sa seconde candidature présidentielle. «Le président Obama et Mme Clinton aiment prendre des nouvelles en personne quand leurs agendas le leur permettent», a indiqué le porte-parole de la Maison-Blanche, Josh Earnest. «Cet après-midi, ils se sont vu en privé pendant environ une heure, et ils ont parlé de plusieurs sujets».

L'ancienne secrétaire d'Etat a passé la journée de lundi à Washington, où elle a une maison, pour notamment deux interventions publiques. Aucun autre déplacement ne figure à son agenda public dans les prochaines semaines, ce qui alimente les rumeurs d'une annonce imminente de candidature. Lors d'un dîner de remise du prix Toner, remis au journaliste du *Washington Post*, Dan Balz, Hillary Clinton a comme engagé une détente avec la presse politique de Washington, multipliant les plaisanteries et clin d'oeil.

«Ma relation avec la presse a toujours

été, dirons-nous, compliquée», a dit Hillary Clinton, déclenchant des rires entendus. «Mais j'ai toujours été pour les nouveaux départs. Nouvelle petite-fille. Une autre nouvelle coiffure. Un nouveau compte email... Une nouvelle relation avec la presse».

Ces petites phrases sont notables pour la démocrate, assaillie de questions depuis plusieurs semaines sur son choix d'utiliser exclusivement une messagerie personnelle lorsqu'elle dirigeait la diplomatie américaine, de 2009 à 2013. A part une courte conférence de presse, elle a jusqu'à présent évité de répondre aux questions de journalistes, et lundi n'a d'ailleurs pas fait exception.

Louant l'utilité du journalisme dans une démocratie, elle a profité de son discours pour attaquer frontalement les républicains du Congrès, se lançant en particulier dans une défense de la réforme du système de santé «Obamacare», promulguée, il y a cinq ans. «Ces cinq dernières années, nous avons fait face à trop de tactiques de la peur, des accusations extravagantes de socialisme», a déclaré Hillary Clinton.

«L'idéologie passe devant les faits», a-t-elle regretté, en dénonçant les chaînes de télévision partisans et idéologiques, et la réduction du débat à des «tempêtes Twitter».

Plus tôt dans la journée, elle avait les dénoncé les «bunkers idéologiques» de la vie politique actuelle et renouvelé son appel à une collaboration non partisane pour lutter contre les inégalités, un thème fréquent de ses discours depuis l'année dernière.

«Ça fait du bien de revenir à une discussion fondée sur les preuves, sur ce qui marche et ne marche pas», a-t-elle dit lors d'une conférence au Center for American Progress, un centre de réflexion progressiste dont elle est proche.

La campagne pour la présidentielle de 2016 s'est accélérée lundi avec l'annonce de candidature du sénateur républicain, Ted Cruz, à ce stade le seul à avoir officialisé son ambition. Chez les démocrates, Hillary Clinton domine largement les sondages pour les primaires du parti, qui doivent démarrer dans environ 10 mois dans l'Etat de l'Iowa.

AFP

Birmanie

Des observateurs occidentaux invités aux élections

■ La Birmanie invitera pour la première fois des observateurs de l'Union européenne et du Centre Carter, basé aux Etats-Unis, pour surveiller le déroulement des élections législatives prévues en fin d'année, a dit un responsable du gouvernement.

«Nous autoriserons la fondation Carter et l'UE à observer les prochaines élections législatives en toute indépendance afin de garantir des élections libres et équitables», a déclaré Soe Thein, l'un des ministres de la Présidence, lundi lors d'une conférence.

Aucun observateur étranger n'avait été invité à superviser le déroulement des législatives de 2010, prélude à l'ouverture du pays à la démocratie l'année suivante après un demi-siècle de dictature militaire. Seuls des observateurs de l'Asie du Sud-Est avaient été autorisés à suivre les élections partielles de 2012, marquées par l'entrée au Parlement de l'opposante Aung San Suu Kyi.

La commission électorale a fixé à la fin avril la date limite d'enregistrement des formations politiques, souhaitant participer au prochain scrutin législatif, qui aura lieu probablement dans la première semaine de novembre.

Reuters

Qatar

Vinci visé par une plainte pour «travail forcé» sur les chantiers du Mondial 2022

■ Vinci Construction fait l'objet d'une plainte déposée par l'association Sherpa pour «travail forcé», «réduction en servitude» et «recel» à l'encontre des migrants employés sur ses chantiers du Mondial 2022 au Qatar. *Le Parisien*, qui a révélé l'existence de cette plainte indique qu'elle a été déposée au parquet de Nanterre.

«Le groupe français, représenté par sa filiale qatari QDVC, a remporté plusieurs millions d'euros de contrats en vue de l'événement, et emploie directement et par le biais de nombreux sous-traitants de droit qatari des milliers de travailleurs sur place», explique l'association dans un communiqué. Sherpa poursuit: «Les enquêtes menées sur place concluent à l'utilisation par ces entreprises de menaces diverses pour contraindre une population vulnérable à des conditions de travail et d'hébergement indignes et à une rémunération dérisoire.» L'association avance que les travailleurs se voient confisquer leurs passeports par l'entreprise et sont menacés s'ils exigent de meilleures conditions de travail ou de logement, ou s'ils désirent démissionner.

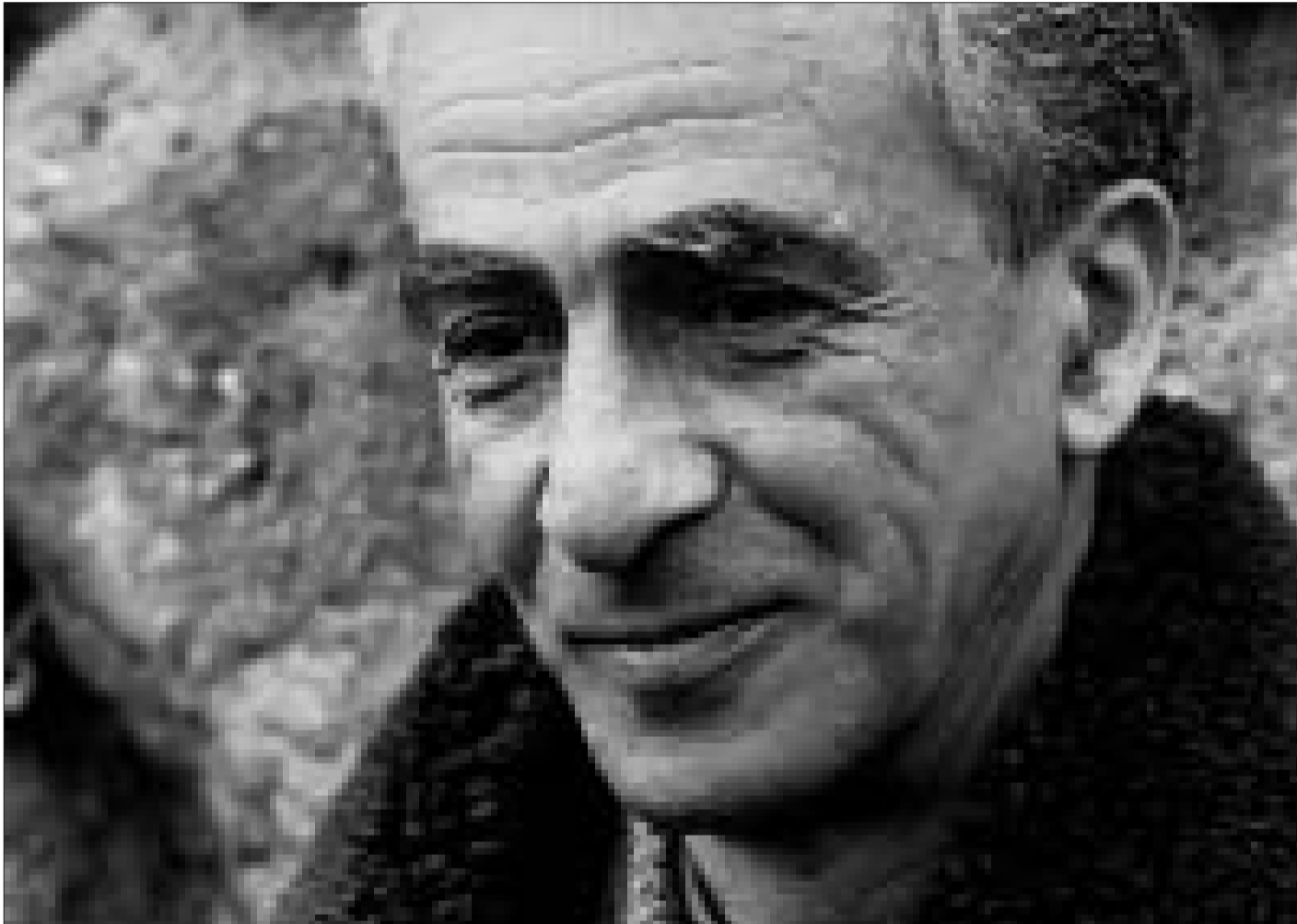
Le groupe Vinci, contacté par l'AFP, «réfute totalement» ces allégations et assure qu'«au Qatar, comme dans tous les pays dans lesquels Vinci intervient, le groupe respecte le droit local du travail et les droits fondamentaux.» L'entreprise de construction affirme que tous les collaborateurs de sa filiale qatarie ont un «libre accès» à leur passeport et que les temps de travail et de repos «sont strictement respectés». Si Sherpa affirme avoir fait face «à de nombreux obstacles» au cours de son enquête, Vinci s'en défend, en indiquant avoir «ouvert la porte de (ses) chantiers aux syndicats, aux ONG internationales et aux journalistes».

20 minutes

Prix littéraire Kateb-Yacine

Non attribué, faute d'œuvres en concurrence

Le prix littéraire Kateb-Yacine n'a pas été attribué, cette année, et devient désormais biennuel «faute d'œuvres en concurrence», a-t-on annoncé, lundi dernier à Guelma, lors de la clôture du 6^{ème} Colloque international sur l'auteur de *Nedjma*.



Les participants à cette rencontre qui s'est tenue au Théâtre régional Mahmoud-Triki, ont rappelé que le conseil scientifique du colloque avait institué, lors de la précédente édition, un prix doté d'une «importante somme en devises fortes», et comporte trois «Kateb», un en or, un en argent et le troisième en bronze, à décerner aux trois premiers lauréats.

Le Pr Mansour Mehenni, de l'université de Tunis, président du conseil scientifique du colloque, a indiqué que la participa-

tion au prix Kateb-Yacine s'effectuera en collaboration avec les éditeurs du Maghreb et les médias.

Les recommandations de la rencontre ont, notamment porté sur la publication des actes des cinquième et sixième éditions de cette rencontre. De même qu'il a été convenu qu'une maison d'édition française se chargera de cette édition.

Les deux prochaines éditions du colloque sur Kateb Yacine porteront sur «Le théâtre katébien, entre le texte et la mise en scène», ainsi que

sur «Les lectures de Kateb Yacine», a souligné le président du conseil scientifique du colloque. La séance de lundi dernier a donné lieu à une intervention de l'écrivain Amar Médiène qui a présenté des témoignages sur la vie de Kateb Yacine (1929-1989), ses relations avec l'artiste M'hamed Issiakhem et l'écrivain Malek Haddad. Il a évoqué l'expérience de Kateb Yacine, comme docker et comme journaliste à *Alger Républicain* entre 1949 et 1951, son voyage incognito en Arabie Saoudite et au Soudan

qui lui ont valu des reportages signés Saïd Lamri. 20 communications, en tout, ont été données au cours de cette sixième édition du colloque sur Kateb Yacine par des chercheurs et des universitaires d'Algérie, de Tunisie, de France, des USA, de Belgique, d'Autriche et de Pologne.

La journée d'hier a été consacrée à une randonnée des participants à Aïn Ghrou et Hamma N'baïls (55 km à l'est de Guelma), fief de la tribu des Beni Kablout qui constituent les racines ancestrales de la famille Kateb. **Reda A.**

A l'occasion du centenaire de sa naissance

Le Festival de Cannes rendra hommage à Ingrid Bergman

Le 68^e Festival de Cannes rendra hommage à l'actrice suédoise, Ingrid Bergman, à l'occasion de l'année du centenaire de sa naissance.

L'affiche officielle du Festival, qui se déroulera du 13 au 24 mai, montre un visage souriant de l'actrice sur un fond blanc.

«Icône moderne, femme libre, actrice audacieuse, Ingrid Bergman fut à la fois star hollywoodienne et figure du néoréalisme, changeant de rôles et de pays d'adoption au gré de ses passions, sans jamais perdre ce qu'elle avait de grâce et de simplicité», soulignent les organisateurs.

L'actrice d'Alfred Hitchcock, de Roberto Rossellini et d'Ingmar Bergman, qui a donné la réplique à Gary Grant, Humphrey Bogart ou encore Gregory Peck, est décédée en 1982. Elle avait présidé le jury du Festival de Cannes en 1973.

Pendant le Festival, l'hommage à Ingrid Bergman se prolongera avec un documentaire inédit, *In Her Own Words*, de Stig Bjorkman, dans le cadre de Cannes Classics.

La précédente édition a rendu hommage à Marcello Mastroianni. **R. C.**

Festival du chant scolaire à El Oued

Plus de 600 participants

Plus de 600 élèves, des trois paliers de l'enseignement, prennent part à la 20^{ème} édition du Festival national de chant scolaire, ouvert lundi à l'Université d'El Oued.

Constitués en 35 chorales, issues de 32 wilayas du pays, à raison de 16 élèves par chorale, les participants seront en lice, tout au long des quatre jours du festival (23-26 mars), pour arracher les trois premières places, dans chacun des trois paliers de l'enseignement (primaire, moyen et secondaire), selon les organisateurs.

La manifestation vise à déceler les élèves talentueux dans le domaine du chant scolaire et à promouvoir ce type d'activités culturelles qui constitue un moyen de sensibilisation au sein de la communauté scolaire, a-t-on souligné. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation, placée cette année sous le signe de «L'unité nationale, une responsabilité pour les générations», a donné lieu à la présentation d'une opérette intitulée *Généralisations de Novembre*, dont le choix du thème vise à enraciner chez les jeunes élèves la notion de prolongement de la génération post-indépendance de celle de Novembre, ont expliqué les organisateurs.

En marge du concours de chant scolaire, ont été programmées en direction des participants des visites des sites archéologiques, des expositions d'artisanat traditionnel et des tables rondes sur les perspectives du chant scolaire en Algérie, en plus d'une campagne de boisement pour ancrer la culture de la préservation de l'environnement.

Le Festival national du chant scolaire est organisé chaque année, depuis 1995, par la direction de l'éducation de la wilaya d'El Oued, sous le patronage du ministère de l'Éducation nationale et de la wilaya d'El Oued. **R. C.**

Préparatifs de «Constantine, capitale de la culture arabe»

12 000 tonnes de déchets évacuées en six jours

L'opération de nettoyage lancée dans la ville du Rocher en prévision de l'évènement «Constantine, capitale de la culture arabe» a donné lieu à l'évacuation, en six jours, de 12 000 tonnes de déchets et de gravats, a indiqué, lundi dernier à l'APS, le directeur des travaux publics (DTP), Djamel-Eddine Bouhamed.

Depuis le lancement, en début de semaine dernière, de cette opération d'envergure, la ville a été débarrassée de quantités «industrielles» de débris divers, d'ordures ménagères et de gravats entassés, le plus souvent, dans des décharges sauvages, a souligné le même responsable, rappelant que l'action de nettoyage, pilotée par la DTP, a été enclenchée sur instruction du Premier ministre et du wali de Constantine. Le même responsable, qui a indiqué que cette opération se poursuivra jusqu'à élimination des tous les déchets éparpillés çà et

là à travers tous les coins et recoins de la ville, a affirmé que le «plus gros» a été évacué et qu'il ne restait plus que quelques «poches» à traiter. D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés pour réaliser cette opération, a encore souligné M. Bouhamed, précisant qu'il a été fait appel aux effectifs et à la logistique de 15 directions de wilayas des travaux publics. Il a indiqué, dans ce contexte, que plus de 150 engins entre chargeurs, rétrochargeurs, niveleuses, camions et pelles mécaniques ont été mis à la disposition des secteurs urbains de la commune de Constantine pour permettre une conduite efficace de l'opération. Les communes d'El Khroub, de Hamma Bouziane et de Aïin Smara, ont également été ciblées par cette action de «toiletage» a également affirmé le DTP, ajoutant que certaines décharges sauvages datant de plus d'une décennie,

enlaidissant plusieurs quartiers de Constantine, ont été éradiquées. Une première opération de nettoyage de la ville de Constantine avait été lancée par la direction des travaux publics en janvier dernier, a rappelé le même responsable, précisant que cette seconde action se déroule avec la collaboration de différentes directions dont l'habitat, l'agriculture et les ressources en eau. L'opération intervient après la séance de travail qui avait réuni, la semaine dernière à Constantine, les secrétaires généraux des ministères des Travaux publics, des Ressources en eau et de l'Agriculture et du Développement rural, et du directeur général des forêts, a encore rappelé M. Bouhamed, mettant un accent particulier sur la sensibilisation des citoyens et leur implication «active» pour garder leur ville saine et propre. **R. C.**

PAROLES DE FEMMES

" Il y a souvent plus d'an-goisse à attendre un plaisir qu'à subir une peine. "

Colette Page animée par Tinhinan

FEMMES

ILS ONT DIT :

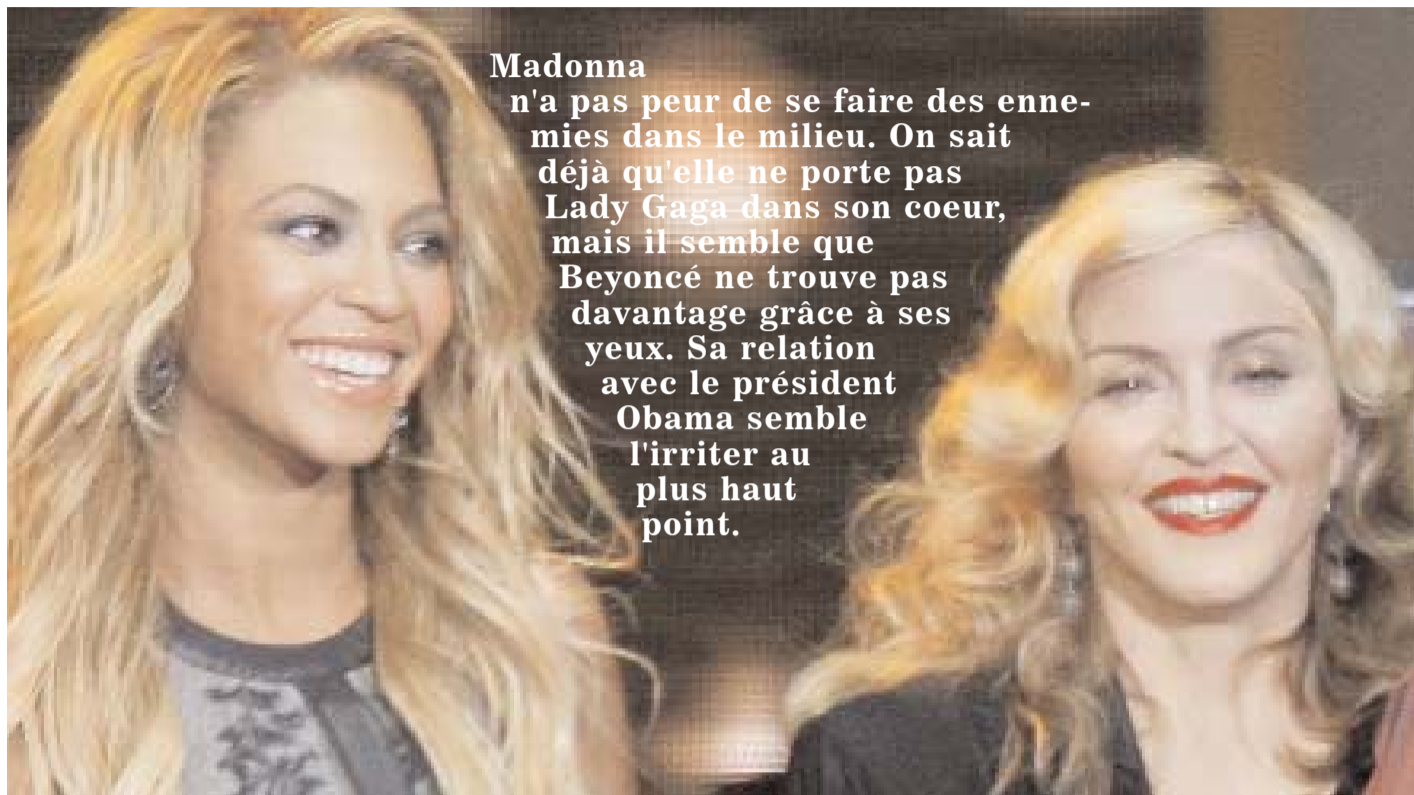
" Attendre est encore une occupation. C'est ne rien attendre qui est terrible. " Cesare Pavese

ACTU-FEMMES

Madonna tacle sèchement Beyoncé LA CHANTEUSE SE MOQUE DES LIENS DE QUEEN B ET OBAMA

Madonna a beau être la reine de la pop, elle n'a pas ses entrées partout. En tout cas pas à la Maison-Blanche. De son propre aveu, la chanteuse n'a jamais rencontré Barack Obama. A l'occasion d'une interview accordée à *Us Weekly*, Madonna a, en effet, confié qu'elle n'avait jamais été conviée par l'actuel président des Etats-Unis. «Il doit probablement penser que je suis trop choquante pour être invitée à la Maison-Blanche» avance-t-elle en guise d'explication à ce qui ressemble à un boycott. Mais le meilleur est à venir de la part de Madonna qui n'a pas peur de livrer le fond de sa pensée et de clasher les autres personnalités du showbiz, Lady Gaga en sait quelque chose. Sa nouvelle cible: Beyoncé. Peut-être la seule artiste de la planète, avec Rihanna, à pouvoir sérieusement lui disputer le statut de star n°1, tant en termes de ventes d'albums, de notoriété ou de présence sur les réseaux sociaux. Madonna s'en est donc pris indirectement à Queen B en se moquant des liens privilégiés qu'elle entretient avec Barack Obama. Après l'avoir soutenu pendant sa campagne, c'est à elle qu'était revenu l'honneur de chanter l'hymne américain lors de la cérémonie d'investiture du chef de l'Etat. «Si j'étais un peu plus discrète, que j'étais mariée à Jay-Z... Il pourrait me prendre comme seconde épouse», tacle Madonna.

Gala.fr



Madonna n'a pas peur de se faire des ennemis dans le milieu. On sait déjà qu'elle ne porte pas Lady Gaga dans son cœur, mais il semble que Beyoncé ne trouve pas davantage grâce à ses yeux. Sa relation avec le président Obama semble l'irriter au plus haut point.

Forme

Comment prévenir la prise de poids



Du bon sens avant tout Manger équilibré est toujours possible en suivant un minimum de règles de bon sens :

- faire trois vrais repas quotidiens, agréables et suffisamment rassasiants pour éviter le grignotage, en répartissant la ration calorique dans la journée et en prenant le temps de manger dans la détente ;
- limiter les aliments très riches en graisses (attention aux lipides "cachés" dans les viandes, fromages, pâtisseries, viennoiseries, chips, biscuits, sauces...) et adopter des modes de cuisson de type vapeur, grill, poêles antiadhésives ... ;
- ne pas trop consommer de

- glucides simples (tout ce qui a le goût sucré, y compris sodas et jus de fruits) ;
- réhabiliter les sources de glucides complexes (pain, céréales, féculents et légumes secs, pommes de terre, pâtes et riz) qui rassasient bien et ne font pas grossir si on ne les enrichit pas trop de sauces, beurre, etc ;
- manger abondamment fruits et légumes frais (crudités, légumes verts), qui apportent vitamines et eau ;
- parmi les sources de protéines, privilégier les viandes peu grasses, les poissons et volailles ;
- préférer l'eau aux boissons sucrées.

Beauté

L'eau et les corps gras pour une jolie peau

Un des secrets d'une jolie peau lisse et souple ? L'hydratation de l'intérieur, par de l'eau en quantité suffisante. Pour cela, il faut boire chaque jour au moins un litre et demi, en prenant des eaux minérales, des infusions et maximum deux ou trois thés ou cafés (légers). Répartissez vos boissons sur toute la journée, du lever au coucher. Les cellules qui constituent le derme sont plus exposées à la déshydratation que les autres cellules de l'organisme. Si votre peau est déshydratée, par le froid, le vent ou les ambiances surchauffées, elle risque de se strier et de se rider. La déshydratation correspond à un manque d'eau alors que le dessèchement correspond à un manque de lipides. Alors ne vous privez pas des précieux

corps gras végétaux, sous prétexte que leur nom "corps gras" vous inquiète ! Une cuillère à soupe par jour d'huile dans l'alimentation, fournit des acides

gras essentiels et de la vitamine E aux membranes cellulaires. Vous pouvez aussi vous accorder quotidiennement une part de beurre ou de fromage et trois à

quatre œufs par semaine : leur vitamine A stimule le renouvellement cellulaire de l'épiderme. Couche profonde de la peau, couverte par l'épiderme.

Les points noirs

À quoi sont-ils dus ?

Lorsque le sébum est en excès dans les pores, cela provoque l'apparition d'un petit comédon. Au contact de l'air, le comédon s'oxyde et devient noir : c'est le point noir.

Les facteurs extérieurs
Les causes de cet excès de sébum dans les pores ne sont pas encore bien connues. Mais certaines habitudes de vie peuvent provoquer ou augmenter l'apparition de points noirs. Il est donc important de penser systématiquement à :

- Se laver quotidiennement le visage.
- Bien se démaquiller avant de se coucher.
- Ne pas utiliser de produits trop décapants, ni de crèmes trop grasses.
- Ne pas tripoter sans arrêt ses boutons et points noirs, cela ne fait qu'aggraver la situation.
- Ne pas s'exposer de façon prolongée au soleil.
- Faire éventuellement de façon régulière un masque ou un gommage pour libérer la peau de ses impuretés.

Recette maison
Mélangez deux cuillères de farine de maïs à un blanc d'œuf battu. Appliquez sur le visage, et laissez poser pendant 10 minutes. Essuyez avec une serviette sèche, puis appliquez sur la zone une lotion l'eau de rose.

Soins

Huit jours pour retrouver une belle peau

Un teint radieux, une peau repulpée, des traits défatigués comme au retour des vacances, c'est possible ! Suivez le guide pour vous métamorphoser en une semaine seulement.

SOS épiderme à bout de souffle

Votre peau devient terne, tiraille ? Des petites imperfections pointent le bout de leur nez ? Il est temps de réagir et de vous offrir une mini-détox. Huit jours suffisent pour métamorphoser son apparence. A la clé, un teint réoxygéné et un visage plus lumineux, qui réfléchit parfaitement la lumière.

Le bon réflexe : avant de commencer votre cure beauté, faites un mini-jeûne cosmétique de 24 h. Nettoyez votre visage le matin à l'aide d'une lotion douce, éliminez tous les produits et zappez le maquillage. Si votre peau tiraille trop, octroyez-lui une noisette de crème hydratante, mais pas plus ! Au-delà des huit jours, garder une belle peau, c'est aussi faire une croix sur certaines mauvaises habitudes : tabac, alcool, café, démaquillage bâclé sont les ennemis jurés du joli teint !

Notre programme :

- Jour 1 : La BB attitude
- Jour 2 : Dégrainer le joker argile
- Jour 3 : On allège tout !
- Jour 4 : Coup de gomme sur le teint
- Jour 5 : La nuit repulpante
- Jour 6 : Splash réveille-matin
- Jour 7 : Journée «sérum only»
- Jour 8 : Modelage au thé vert



Les DÉBATS

Quotidien national d'information
Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •
• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •
Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS ▶▶

Equipe nationale

Les Verts à pied d'œuvre à Doha

La sélection nationale au complet se prépare, lors de ce stage qui a débuté à Doha au Qatar, en prévision du match amical qui aura lieu face au pays hôte demain. En effet, le groupe était dans l'attente du ralliement des joueurs professionnels évoluant en Europe qui sont arrivés, avant-hier soir. Ces derniers étaient appelés à jouer des rencontres de championnat avec leurs clubs employeurs. Si tôt leurs matchs terminés, ils ont rallié Doha, où le sélectionneur national et son staff ainsi que leurs coéquipiers en sélection, qui évoluent dans le championnat local, les attendaient. C'est la dernière ligne droite avant le match face aux Qataris et le coach national voulait avoir tous ses joueurs au moins deux jours avant, afin de pouvoir régler certains automatismes pour se présenter avec une forte détermination et réaliser une belle partie. Par ailleurs, le driver des Verts avait eu une discussion avec les joueurs, du moins ceux qui étaient sur place,



pour que tout soit clair, surtout la discipline qui a été bafouée dans le groupe avec certaines sorties médiatiques qui l'ont touché et plus particulièrement celles de Ghilas et Djabou. Gourcuff ne veut pas donc revivre le même scénario et souhaite que tous les éléments se comportent de la meilleure manière qui soit en évitant des propos qui sortiraient du cadre. Cela pourrait créer une animosité dans le groupe qui conduira à un autre malaise. Pour lui, tous les joueurs devraient être respectueux du code disciplinaire mis en place par le coach des Verts qui souhaite travailler dans la sérénité pour pouvoir réussir un bien meilleur parcours lors des prochaines rencontres comptant pour les éliminatoires de la CAN 2017. Pour ce qui est des nouveaux éléments qui ont rejoint le groupe, il faut savoir que Rachid Ghezal s'est déjà acclimaté avec le groupe et semble satisfait de l'ambiance qui y règne.

Imad M.

Ligue 1 Mobilis (24^e J.)

USMA-MCEE reporté

Le match USM Alger - MC El Eulma, prévu initialement le 28 mars courant au stade Omar-Hamadi de Bologhine pour le compte de la 24^e journée de Ligue 1 Mobilis de football, a été reporté à une date ultérieure, suite à l'absence de trois internationaux usmistes, retenus acuellement en équipe nationale, a annoncé lundi la Ligue du football professionnel (LFP). Les règlements en vigueur dans le championnat de football algérien autorisent, en effet, les clubs à reporter un match si leur effectif est amoindri par l'absence d'un minimum de trois joueurs, convoqués en équipe nationale. La demande de report, formulée dimanche par les dirigeants usmistes était motivée par l'absence des internationaux algériens, Farouk Chafaï et Youcef Belaïli ainsi que le Malgache Charles Andria, qui se trouvent actuellement avec leurs équipes nationales respectives. Le CS Constantine, également amoindri par l'absence de trois de ses internationaux (ndlr, l'Algérien Cédric Si-Mohamed, le Malgache Paulin Voavy et le Mauritanien Khalil Moulay-Ahmed) a été le premier à obtenir une réponse favorable de la part de la LFP, qui a accepté de reporter son prochain match contre le NAHD, du 28 mars au 3 avril. Le match USMA - MCEE aurait pu être décalé, lui aussi, au 3 avril prochain, mais puisque ce jour là les Rouge et Noir seront au Sénégal pour disputer le match retour contre l'AS Pikine, pour le compte du 1^{er} tour de la Ligue des Champions Africaine (ndlr, 5-1 à l'aller), la LFP s'est contenté de reporter la confrontation contre le MCEE à une date ultérieure, sans avancer de date précise. «Le coup d'envoi du match CSC-NAHD sera donné à 16h, au stade Chahid Hamlaoui de Constantine», a néanmoins précisé la LFP, en attendant de fixer une date pour l'autre match en retard, entre l'USMA et le MCEE.

Cyclisme/Tour international d'Annaba

Hanachi garde le maillot jaune

Le coureur algérien, Abdelbassat Hanachi du GS Pétroliers, a remporté lundi la troisième étape du Tour international cycliste d'Annaba, septième épreuve du GTAC-2015, gardant du coup le maillot jaune de leader. Au terme d'une étape courue entre Annaba-Drean-Annaba sur une distance de 97 kilomètres, l'Algérien a franchi la ligne d'arrivée au sprint final avec un temps de 2h20 :05, devant Yahmi Abdennour (Ooredoo) et Kerrar Ayoub (GS Pétroliers). Au classement des maillots, Hanachi a réussi le coup double en endossant les maillots jaune de leader et rouge du meilleur sprinteur, alors que le Syrien Nazir Jasser a gardé le maillot à pois du meilleur grimpeur. L'Algérien Abderrahmane Bechlaghem a gardé le maillot blanc du meilleur espoir. Les coureurs de cette troisième étape du Tour international d'Annaba n'ont pas trop tardé pour lancer la première attaque déclenchée dès le cinquième kilomètre par l'Algérien Hamza Fayçal du Club Sovac et le Rwandais Usengimana Jean Bosco. Au pied du col de Nouadria, ce duo de tête s'est fait rejoindre par l'Algérien Saidi Nassim de l'équipe Ooredoo, faisant ensemble cette ascension de deuxième catégorie et reléguant le peloton à plus d'une minute. Mais à l'entrée de la localité de Drean, ce trio de tête a été finalement repris par le peloton, mené par les coéquipiers du maillot jaune, Abdelbassat Hanachi, passant le premier sprint de cette étape située dans la ville de Besbès ensembles. A la sortie de cette ville, l'Algérien Abdennebi Khaled de l'équipe Cevital, a décidé de prendre seul la tête de la course, mais après 15 kilomètres d'échappée solitaire, ce coureur a été rejoint par le peloton qui roulait à une vitesse de 44 Km/heure. Finalement, l'arrivée au centre ville d'Annaba s'est disputée au sprint final avec une nouvelle victoire de Hanachi Abdelbassat, champion d'Algérie en titre, confirmant ainsi ses qualités de sprinteur après un léger passage à vide. Le départ de la quatrième et dernière étape du Tour international cycliste d'Annaba a été donné hier à partir de la ville d'Annaba, alors que l'arrivée est prévue au sommet de Seraidi, sur une distance de 117 Km.

Qatar

Belmadi convoque 21 joueurs contre l'Algérie et la Slovénie

Le sélectionneur algérien de l'équipe nationale du Qatar de football, Djamel Belmadi, a fait appel à 21 joueurs en prévision des deux matchs amicaux contre l'Algérie et la Slovénie prévus fin mars à Doha. L'équipe du Qatar a effectué, lundi après-midi, sa première séance d'entraînement à l'Académie Aspire à Doha, précise la Fédération qatarie de football (QFA).

Le Qatar accueillera l'Algérie le 26 mars à 17h (heure algérienne) au stade de Lekhwiya avant de conclure contre la Slovénie le 30 mars au stade du Qatar SC à Doha. Ces deux matchs amicaux s'inscrivent dans le cadre de la préparation de la sélection

qatarie en vue des éliminatoires jumelées de la Coupe du monde 2018 en Russie et la Coupe d'Asie 2019 aux Emirats arabes unis.

Liste des 23 joueurs qataris :

■ Claude Amin, Saad Al Sheeb, Mohammed Kasola, Dame Traoré, Abdul Rahman Abkar, Mousa Mohammed, Mohammed Abdullah Tresor, Musab Mahmood, Abdul Karim Hasan Khalid Muftah, Karim Boudiaf, Hatem Abdel Aziz, Ahmed Abdel-Maksoud, Hussein Ali, Asad Ali, Ismail Mohammed, Khalfan Ibrahim, Majid Mohammed, Nasser Khalfan, Mohammed Muntari et Yusuf Ahmed.

Sélection olympique

L'entraîneur adjoint et celui des gardiens boycottent

L'entraîneur adjoint et l'entraîneur des gardiens de but de la sélection olympique algérienne, Abderrahmane Hamel et Ali Lezzoum, se sont de nouveau absentes du stage qui a débuté dimanche au Centre technique national à Sidi Moussa et auraient claqué la porte, a-t-on appris lundi auprès de la Fédération algérienne de football (FAF). Les deux techniciens se sont plaints de leur situation financière et ont souhaité que leurs salaires soient réévalués, précise la même source. Ils avaient déjà brillé par leur absence lors du précédent regroupement déroulé du 15 au 18 mars à Sidi Moussa. L'équipe nationale olympique, sous la houlette de l'entraîneur suisse, André-Pierre Shurmann, prépare les éliminatoires du championnat d'Afrique des moins de 23 ans, un tournoi déplacé au Sénégal après le désistement de la RD Congo, et qui aura lieu fin 2015.

Bensebaini (Lierse) rejoint le stage de Sidi Moussa

Le défenseur central Amir Ramy Besebaini, sociétaire de Lierse (Div 1, Belgique) a rejoint pour la première fois le stage

de la sélection algérienne olympique qui se déroule actuellement au Centre technique de Sidi Moussa (Alger), en prévision des prochaines échéances. Il s'agit du premier joueur évoluant à l'étranger à avoir été convoqué par le sélectionneur national, le Suisse André-Pierre Shurmann, depuis qu'il a pris en mains cette équipe en septembre prochain. Bensebaini (19 ans) s'est imposé comme titulaire à part entière dans l'effectif de Lierse qu'il a rejoint l'été dernier à titre de prêt de Paradou AC, le nouveau leader du championnat de division amateur en Algérie (Gr, centre). Le natif de Constantine fait partie de la première promotion de l'Académie de football du PAC créée il y a cinq ans. L'équipe nationale olympique prépare les éliminatoires du championnat d'Afrique des moins de 23 ans, un tournoi déplacé au Sénégal après le désistement de la RD Congo, et qui aura lieu fin 2015. Il sera qualificatif aux Jeux olympiques de Rio de Janeiro (Brésil) en 2016. L'actuel regroupement des coéquipiers du buteur du RC Arbaâ, Oussama Derfelou, sera clôturé mercredi par un match amical contre le CR Belouizdad.

Championnat arabe de taekwondo

L'Algérie présente avec 10 athlètes

Les sélections algériennes de taekwondo (dames/messieurs), composées de 10 athlètes, prendront part au Championnat arabe des nations de la discipline, prévu les 25 et 26 mars à Tunis, avec la participation de 70 athlètes représentant dix pays. Le président de la Fédération algérienne de taekwondo, Abdelhak Taïbi, a indiqué lundi à l'APS que l'objectif de l'équipe algérienne, qui s'est envolée lundi à destination de Tunis, est de décrocher le maximum de médailles et d'améliorer le classement par rapport à la dernière édition. «Nous participerons à

cette compétition avec un effectif de 10 athlètes dont 3 dames. Notre objectif principal est d'améliorer notre classement par rapport à la dernière édition lorsque nous avions remporté 7 médailles (1 or, 4 argent, 2 bronze)», a déclaré Taïbi. Outre l'Algérie et la Tunisie (pays hôte), la compétition verra la participation du Bahreïn, Egypte, Koweït, Libye, Palestine, Arabie Saoudite, Soudan et Yémen. L'équipe algérienne, dirigée par Saleh Hadjedj, participera également au tournoi international «Open de Carthage» qui se déroulera du 27 au

29 mars à la cité sportive d'El-Menzah (Tunis).

Listes des athlètes :

Seniors messieurs :

Khalfallah Youcef (-54 kg)
Romain Dimitri Trolliet (-58 kg)
Hamdouche Agdouche (-63 kg)
Zakaria Chenouf (-68 kg)
Ilyes Bellili (-74kg)
Abdelmalek Bendaykha (-80 kg)
Adel Khikhi (-87 kg)

Seniors dames :

Samia Zeggana (-53 kg)
Sarah Dad (-57 kg)
Kamilia Damou (-62 kg)

Sahara occidental Le Conseil de sécurité interpellé sur les violations marocaines

L'ancien sous-secrétaire aux Affaires étrangères et conseiller juridique des Nations unies, le suédois Hans Corell, a rappelé au Conseil de sécurité ses responsabilités face aux violations des droits sahraouis par l'occupation marocaine. Dans un article publié sur le site International Juridical Monitor et intitulé: *La responsabilité du Conseil de sécurité de l'ONU dans l'affaire du Sahara occidental*, M. Corell a affirmé que l'«exploitation des ressources minérales au Sahara occidental est une violation des principes du droit international, applicables aux territoires non-autonomes», soulignant que le Conseil de sécurité «doit mettre fin à cette situation». Il s'agit également de l'«accord de pêche signé entre le Maroc et l'UE (Union européenne) qui, a-t-il fait savoir, n'est pas conforme au droit international», estimant que «la légalité de cet accord doit être examinée par le Conseil de sécurité». «Il y a un conflit évident entre la résolution du Conseil de sécurité et le discours du roi Mohammed VI prononcé le 6 novembre 2014 et que «la Marche verte» fut une violation de l'article 99 de la 4^e convention de Genève», a poursuivi Hans Corell dans son article. M. Corell a reconnu, par ailleurs, que «le processus est dans l'impasse», appelant le Conseil de sécurité à «prendre une décision qui soit conforme au Droit international». Il a suggéré, à cet effet, l'examen de trois options «plus radicales que celles suivies par le passé», selon la publication.

R. N.

Mobilis partenaire officiel du circuit national des courses sur route

Mobilis partenaire officiel de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), accompagne l'édition 2015 du circuit national des courses sur route, dénommée Mobilis.

Organisé chaque année à travers plusieurs villes du pays, ce traditionnel événement est devenu un rendez-vous incontournable pour des centaines de jeunes athlètes, pour découvrir de nouveaux talents et élites de demain.

Le circuit national des courses sur route comptera cette année 13 grande courses et passera ainsi à travers 13 villes du pays.

Le coup d'envoi de cette grande manifestation a été donné le 1er janvier à Adrar pour se poursuivre à Ouargla le 21 février. C'est ainsi qu'hier, la ville d'Arris (Batna) a vu le départ du 13^e semi-marathon «Mustapha Ben Boulaïd», comptant pour la 3^{ème} étape que compte ce circuit, disputé sur un parcours de 21 km, les athlètes Abdelaziz Keziz du CN Nounou d'Alger et Rihem Chenani de la Protection civile d'Alger se sont distingués en remportant cette étape. Les prochaines étapes du circuit national des courses sur route Mobilis, se poursuivra à travers les villes suivantes: El Khroub le 4 avril, Tébéssa, le 11 avril, Bouira, le 18 avril, Béjaïa, le 1^{er} mai, Sétif, le 8 mai, El Tarf, le 9 mai, Tizi Ouzou, le 15 mai, Mascara, le 23 mai, Alger, le 29 mai, pour se clôturer à Jijel, le 5 juin 2015.

L'accompagnement de l'athlétisme démontre l'intérêt que porte Mobilis au sport national, après avoir choisi le Champion olympique, Taoufik Makhloufi, comme ambassadeur de la marque.



L'appareil s'est écrasé en France

150 morts dans un crash d'avion



L'avion de Germanwings qui s'est écrasé hier matin en France, faisait 150 morts, transportait vraisemblablement 67 Allemands, selon les premières informations disponibles, a déclaré un dirigeant de la compagnie.

Ce chiffre est encore susceptible de changer, a précisé ce dirigeant, Thomas Winkelmann. Il n'était pas en mesure de fournir de détails sur les nationalités des autres occupants de l'avion, mais «nous allons clarifier cela le

plus rapidement possible», a-t-il promis, lors d'une conférence de presse à Cologne, siège de cette filiale low-cost de Lufthansa.

Il a expliqué que les réservations ne faisaient figurer que les noms et les dates de naissance, et que les passeports n'avaient pas été contrôlés à Madrid, étant donné qu'il s'agissait d'un vol à l'intérieur de l'espace Schengen.

Selon le maire de la ville espagnole qui les avait accueillis, 16 adolescents allemands en échange scolaire devaient être à bord de

l'avion.

La vice-présidente espagnole, Soraya Saenz de Santamaria, avait indiqué précédemment aux médias espagnols que «45 passagers portaient des noms de famille espagnols».

Parmi les 144 passagers que transportait l'avion qui reliait Barcelone en Espagne à Düsseldorf, en Allemagne, se trouvaient deux bébés, a-t-il précisé. Six membres d'équipage - deux dans le cockpit et quatre en cabine - étaient également à bord.

AFP

Tunisie

Manifestation devant le Musée du Bardo

Des centaines de manifestants et touristes se sont rassemblés hier à Tunis pour dénoncer l'attaque sanglante du 18 mars contre le Musée du Bardo qui a coûté la vie à 20 touristes étrangers et à un policier tunisien. Quelques dizaines de personnes, essentiellement des guides touristiques et des journalistes, ont pu accéder à l'intérieur de l'enceinte où se trouvent le musée et le Parlement tunisien, selon des correspondants de presse.

A l'extérieur de l'enceinte, environ 250 autres manifestants étaient rassemblés, tenant des feuilles et des pancartes écrites en anglais proclamant «Visit Tunisia» et reprenaient en chœur des slogans comme «Tunisie libre, terrorisme dehors», d'après la même source. Des touristes ont également pris part à ce rassem-

blement. La police a renforcé le dispositif de sécurité en installant de nouvelles barrières devant le portail permettant l'accès à l'enceinte du musée et du Parlement.

Le Premier ministre tunisien, Habib Essid, a limogé lundi plusieurs responsables de la sécurité, dont les chefs de la police de Tunis et du Bardo, après avoir constaté que le site n'était pas sécurisé lors d'un déplacement la nuit précédente.

Si la réouverture du musée au public hier a été reportée sine die, un concert au musée de l'Orchestre symphonique tunisien ainsi qu'un hommage aux victimes sont prévus dans l'après-midi, mais l'événement ne sera ouvert qu'à des invités et aux médias, a-t-on indiqué.

R. I.

ACTU...

Transport aérien

Au menu d'un prochain conseil interministériel

Les perturbations enregistrées ces derniers jours dans le programme des vols à l'aéroport international d'Alger et la situation actuelle dans le transport aérien seront examinées lors d'un prochain conseil interministériel, a annoncé mardi à Alger le ministre des Transports, Amar Ghoul. «Il y a un dossier au niveau du gouvernement qui sera étudié incessamment et qui touche non seulement Air Algérie mais tout le transport aérien», a souligné M. Amar Ghoul en réponse à une question de la presse, en marge de sa visite au siège de l'entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA). «On va engager toutes les mesures qu'il faut, en plus de celles déjà en vigueur. Lorsque le conseil adoptera le dossier du transport aérien soumis par le ministère des Transports, nous aurons un bilan exhaustif en ce qui concerne la maîtrise du transport aérien», a encore indiqué le ministre. Il a par ailleurs souligné que «les perturbations touchent tous les aéroports du monde». Des «solutions seront proposées suite au prochain conseil interministériel», a-t-il dit.

R. N.

Tlemcen

Lancement officiel de la TNT

Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a procédé, hier à Tlemcen, au lancement officiel du réseau de la télévision numérique terrestre (TNT), à partir du Centre de télédiffusion, implanté sur le mont Nador, dominant la commune de Terny (Tlemcen). Sur place, le ministre a reçu d'amples informations sur le fonctionnement de l'émetteur de la télévision numérique d'une capacité de 1,5 KW qui couvrira, dans une première phase, 71% du territoire de la wilaya de Tlemcen. Il sera prochainement renforcé par l'installation d'un réseau de réémetteur, devant permettre d'atteindre un taux de couverture de l'ordre de 95% d'ici la fin 2016, a-t-on expliqué. Accompagné par les directeurs généraux de l'agence APS, Abdelhamid Kacha, la Télévision nationale, Toufik Khelladi, de la Radio nationale, Lounakeul Chaâbane et de la TDA, Abdelmalek Houyou, le ministre de la Communication s'est longuement entretenu avec les cadres de la TDA qui assurent, à partir de ce centre, la diffusion de quatre autres chaînes de la Radio nationale, notamment la Chaîne I, II et III et la Radio Tlemcen sur les ondes FM. La chaîne de TV nationale est diffusée, quant à elle, par un émetteur analogique d'une puissance de 10 kw destiné à renforcer le flanc ouest de la wilaya de Tlemcen, notamment les daïras de Beni Snous et Sidi Djilali, a-t-on indiqué. A cette occasion, Hamid Grine a valorisé la concrétisation de cette réalisation et celles d'autres projets qui permettront «de porter et de faire entendre la voix de l'Algérie au-delà des frontières». Dans ce cadre, il a annoncé l'acquisition de nouveaux équipements RDS (radio data services), qui seront opérationnels vers la fin de l'année 2017. Ces moyens permettront d'éviter les ruptures de fréquence et d'empêcher les radios étrangères d'interférer et de parasiter les réseaux des radios nationales et locales.

Accidents de la circulation

48 morts en une semaine

Quarante-huit personnes ont trouvé la mort et 1 462 autres ont été blessées dans 1 212 accidents de la circulation enregistrés entre le 15 et le 21 mars au niveau national, a indiqué hier la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec 13 morts et 41 blessés dans neuf accidents de la route, a précisé la même source.

R. N.